

La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé

Universal Health Coverage in Morocco: A Lever for Health System Reform

ELAMIM Abdelouahed

Doctorant-chercheur

Doctorant en droit public - FSJES Aïn Chock, Casablanca

Résumé

La couverture sanitaire universelle constitue aujourd'hui un enjeu majeur de la réforme du système de santé au Maroc. Elle vise à garantir à l'ensemble de la population un accès équitable à des soins de qualité, tout en assurant une meilleure protection financière contre les dépenses liées à la maladie. L'évolution du système marocain a été marquée par plusieurs étapes importantes, notamment la mise en place de la Couverture Médicale de Base, de l'Assurance Maladie Obligatoire et du RAMED, avant d'évoluer vers la généralisation de la protection sociale et de la couverture médicale. Cette transformation s'accompagne toutefois de défis liés au financement, à l'équité territoriale, à la qualité des prestations et à la gouvernance du système.

Mots-clés : couverture sanitaire universelle ; système de santé ; réforme ; nouveau modèle de développement ; protection sociale ; Maroc.

Abstract

Universal Health Coverage (UHC) is currently a major challenge and a key component of health system reform in Morocco. It aims to ensure equitable access to quality healthcare for the entire population while providing greater financial protection against health-related expenses. The Moroccan health system has undergone several important stages, including the introduction of Basic Medical Coverage, Compulsory Health Insurance (AMO), and the RAMED medical assistance scheme, before moving toward the universalization of social protection and health coverage. However, this transformation continues to face challenges related to financing, territorial equity, quality of healthcare services, and health system governance

Keywords: universal health coverage; health system; reform; new development model; social protection; Morocco.

Table Des Matières

Chapitre I : couverture sanitaire universelle et le contexte marocain

I; historique de la couverture sanitaire au Maroc

A: genèse de la couverture sanitaire universelle au Maroc

B: financement du système de la santé au Maroc

II : gouvernance de la couverture sanitaire universelle et du système de santé

A: plan de santé 2025, futurs et enjeux

B: les attentes des citoyens marocains du système de la santé

Chapitre II : la santé et le développement humain

I : L'interaction dynamique entre progrès de la santé et développement économique

A : Les choix stratégiques du nouveau modèle de développement dans le domaine de la santé

B : amélioration de l'offre des soins aux citoyens

II : ressource humaine comme levier de la reforme

A : ressource humaine et norme internationale

B : nouvelle approche managériale

Acronymes

AMO : Assurance maladie obligatoire

ANAM : Agence nationale de l'assurance maladie

ARS : agence régionale de la santé

CHU : Centre hospitalier universitaire

CMB : Couverture Médicale de Base

CESE : conseil économique, social et environnemental

CSU : Couverture Sanitaire Universelle

CSMD : commission spéciale sur le modèle de développement

DRS : Direction Régionale de la Santé

DSM : Dépenses de Santé des Ménages

DTS : Dépenses Totales de Santé

GRS : groupement régional de la santé

MNT : Maladies Non Transmissibles

N MD : nouveau modèle de développement

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

RAMED : Régime d'Assurance Médicale pour les économiquement défavorisés

TNS : travailleurs non-salariés

INTRODUCTION :

La couverture sanitaire universelle (CSU) a pour objet de permettre l'accès aux soins à tous les individus sans provoquer des difficultés financières. Comme le souligne le Directeur général de l'OMS (Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus) : « Parvenir à une couverture sanitaire universelle en assurant la sécurité financière des patients est fondamental. La « santé pour tous » doit être le centre de gravité des efforts menés, car la bonne santé des individus est profitable à leur famille, leur communauté et leur pays. Or, il reste encore beaucoup à faire. Environ 400 millions d'individus dans le monde soit une personne sur 17 n'ont toujours pas accès aux services de santé de base »⁵¹⁶⁵. L'objectif d'une meilleure santé sans appauvrissement est lié à la centralité de la santé pour le bien être individuel et collectif. La santé est l'un des droits fondamentaux de tout être humain et la Couverture sanitaire universelle (CSU) est un moyen privilégié pour garantir ces droits.

⁵¹⁶⁵Site de l'OMS PAGE principal; https://www.who.int/universal_health_coverage/fr/

Le Maroc est considéré comme un pays « à revenu intermédiaire ». Elle ne vise pas à remettre en cause le principe d'une CSU mais à montrer que sa conceptualisation, sa planification, sa mise en œuvre et ses mesures d'accompagnement n'ont pas produit les effets escomptés en termes d'utilisation effective des services de santé, de protection contre les risques financiers, de parcours de soins et de niveau de satisfaction de la population⁵¹⁶⁶.

Au Maroc, la mise en place de la CSU est portée par une Assurance Maladie Obligatoire (AMO) depuis 2005 pour les salariés du public et du privé. Elle est accompagnée, depuis 2012, par un dispositif ambitieux destiné à assurer l'accès aux soins aux plus démunis. Le RAMED (Régime d'Assurance Médicale aux Économiquement Défavorisés). Ce dispositif pour les populations démunies ou pauvres leur permet d'avoir accès aux services sanitaires publics, et uniquement au secteur public. Cela a été une réforme sociale majeure vu les transitions démographiques et épidémiologiques, l'augmentation des coûts de la santé mais surtout aux revendications sociales fortes depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Le Maroc s'est donc lancé dans une politique d'accès aux soins d'envergure, dans l'esprit des recommandations de l'OMS.

Le Maroc a fait de gros efforts pour améliorer la couverture sanitaire de sa population, le sentiment général est que les effets négatifs l'emportent sur les effets positifs. La population a réagi avec vigueur et sévérité vis à vis de plusieurs insuffisances et dysfonctionnement, notamment en matière de disparités de ressources inter et intra régionales, d'iniquités en matière d'accès aux services de santé et de gouvernance peu optimale s'exprimant par une offre de soins inadaptée à la demande et aux besoins de santé.

Ce désenchantement vis-à-vis de la CSU marocaine a été dans un premier temps peu pris en compte par les instances gouvernementales. Les différents rapports et études nationales et internationales ont tenté d'évaluer les résultats économiques de la CSU et d'estimer les performances du système de santé dans ses dimensions, résultats sanitaires et production de services publics. Il est apparu clairement que le Maroc n'a pas réussi sa transition sociale en termes de couverture sanitaire universelle, contrairement à d'autres secteurs stratégiques du pays. Pourquoi un projet sociétal d'envergure n'a-t-il pas produit les effets attendus en termes d'accessibilité, de qualité des soins et de résultats sanitaires? La réponse à cette question est capitale car le secteur de la santé est un facteur prépondérant dans la genèse des tensions sociales.

Il a fallu attendre la prise de parole du Roi du Maroc pour que cet échec soit définitivement reconnu. Le discours du Roi a eu pour effet d'exprimer au peuple marocain qu'il y avait nécessité de refondre le système de santé et repenser la CSU, particulièrement la composante qui concerne les populations vulnérables (« Ramedistes »). Il a ainsi demandé de corriger en urgence les insuffisances et de revoir en profondeur les éléments qui génèrent les inégalités, iniquités, non qualité, insatisfaction et performance de ce secteur.

⁵¹⁶⁶JAAFAR HEIKEL, évaluation des effets de la couverture sanitaire universelle sur l'utilisation effective des services de santé au Maroc, THESE SOUTENU MARS 2020

Chapitre I : couverture sanitaire universelle et le contexte marocain

I : historique de la couverture sanitaire au Maroc

A : genèse de la couverture sanitaire universelle au Maroc

Depuis trois décennies, la CSU fait désormais partie des enjeux majeurs de toute politique de santé et de ses effets sont aujourd'hui le véritable défi du Maroc et des systèmes de santé. Les transitions démographiques et épidémiologiques ont conduit à un vieillissement de la population, une augmentation de l'incidence des maladies non transmissibles (MNT) et ont impacté les dépenses en santé de tous les pays du monde. C'est aussi le cas du Maroc où 10% de la population à plus de 60 ans et 78% des décès sont dues au MNT en 2018. Les résultats de l'enquête montrent une prévalence élevée des MNT et surtout une progression par rapport à la dernière enquête nationale réalisée en 2000. L'analyse détaillée indique que pendant les prochaines années ces morbidités vont entraîner une augmentation de l'utilisation des services de santé, une augmentation de la consommation des médicaments et des examens para cliniques et un accroissement de la charge financière pour les ménages⁵¹⁶⁷.

Cette double transition démographique et épidémiologique explique que l'accessibilité aux services de santé, la qualité de la prise en charge des patients et l'optimisation des dépenses de santé sont devenues une priorité absolue. Elles constituent la raison majeure de la mise en place d'un plan santé 2025 axé autour de trois piliers et faisant de la CSU un enjeu majeur de l'accessibilité aux services de santé corollaire à l'amélioration de la santé des populations⁵¹⁶⁸.

A travers le monde, la mise en place de la CSU ne vise pas seulement à augmenter l'accessibilité aux services de santé mais surtout à réduire les iniquités inter-pays, intra-pays voire intra régions au sein d'un même pays d'ici 2030⁵¹⁶⁹.

La part contributive de l'utilisateur dans la dépense de soins Dans le cas du Maroc et jusqu'en 2002, 15% de la population bénéficiait d'une couverture médicale avec une faible accessibilité aux services de santé, une iniquité en matière de prestations médicales, des résultats sanitaires insuffisants et une performance du système de santé marocain faible⁵¹⁷⁰.

Pour des raisons politiques et particulièrement de revendications sociales majeures en matière d'éducation et de santé, une réforme sanitaire majeure a eu lieu avec la promulgation le 03 octobre 2002 de la loi 65-00 portant code de la couverture médicale de base (CMB) ou couverture sanitaire universelle (CSU) avec une composante AMO (Assurance Maladie Obligatoire) et RAMED (Régime d'Assistance Médicale aux économiquement démunis). Ce projet social est basé sur six principes fondamentaux : l'obligation, l'universalité, l'équité, la solidarité, l'interdiction de toute forme de discrimination et l'interdiction de la sélection du risque maladie.

L'objectif de la CSU au Maroc était clair pour les décideurs politiques en 2002 : « améliorer le niveau de santé d'une grande partie de la population ne bénéficiant pas de couverture médicale en assurant à tous les citoyens l'égalité et l'équité dans l'accès aux services de santé, selon leurs besoins de santé et non leur capacité de paiement »⁵¹⁷¹ De façon plus précise quatre enjeux soutenaient cette réforme :

⁵¹⁶⁷Enquête nationale sur les facteurs de risque communs des maladies non transmissibles 2017-2018, ministère de la santé Maroc.

⁵¹⁶⁸Plan « santé 2025 », Ministère de la santé 2018

⁵¹⁶⁹Commission permanente de la démocratie et des DH, réaliser l'objectif de CSU d'ici 2030, 15 juillet 2019

⁵¹⁷⁰JAAFAR HEIKEL OP CET

⁵¹⁷¹Loi 65-00 portant code de la couverture médicale de base CMB

- Accessibilité : améliorer l'accessibilité aux services de santé et en particulier aux plus démunis et aux personnes vivant dans des zones enclavées.

- Prise en charge de qualité des pathologies chroniques, longues et coûteuses.

- Gouvernance : optimisation du fonctionnement et de la performance des unités sanitaires

-Financement : réduire le fardeau de la dépense en santé pour l'État et pour les ménages. Les départements directement impliqués dans cette réforme sont le Ministère de la Santé, l'Agence Nationale de l'Assurance Maladie (ANAM), le Ministère de l'Économie et des Finances, le Ministère de l'intérieur, le Ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime, l'Entraide Nationale et les collectivités locales.

l'AMO est fondée sur le principe contributif de chaque travailleur des secteurs publics et privés et sur celui de la mutualisation des risques, alors que le RAMED est fondé sur le principe de la solidarité au profit d'une population démunie et vulnérable estimée à l'époque à 8,5 Millions de personnes (également considérés comme vulnérables les pensionnaires des établissements pénitentiaires, de bienfaisance, orphelinats, hospices ou de rééducation, tout établissement public ou privé à but non lucratif hébergeant des enfants abandonnés ou adultes sans famille et les Sans Domicile Fixe).

Le RAMED est financé principalement par l'État et les collectivités locales (40 dhs/personne/an) ainsi que la contribution des bénéficiaires en situation de vulnérabilité (120 dhs/personne/an avec un plafond de 600 dhs par ménage). La population éligible au RAMED, selon des critères socioéconomiques pondérés définis par le ministère de l'intérieur, a droit à une prise en charge totale des prestations citées à l'article 121 de ladite loi n°65-00 relative aux affections nécessitant l'hospitalisation, aux soins ou aux examens pratiqués dans les hôpitaux et établissements de soins publics.

Cette prise en charge ne concerne que 41 pathologies et syndromes considérés comme graves et coûteux et uniquement les examens paracliniques disponibles dans les structures de l'État. Par ailleurs l'éligibilité au RAMED passe par une demande à l'autorité administrative locale où réside le demandeur et concerne les déclarations relatives aux revenus, au patrimoine et aux conditions socioéconomiques. Une commission permanente locale statue sur la demande en s'assurant que la personne ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire face aux dépenses inhérentes aux soins et qu'elle ne bénéficie d'aucun régime d'assurance maladie obligatoire de base ou de toute autre couverture médicale, soit en qualité d'assuré, soit en qualité d'ayant droit. Qu'ils soient dans la catégorie pauvre ou vulnérable, les bénéficiaires doivent utiliser la filière de soins du réseau des établissements de soins de santé de base (centre de santé ou dispensaire) vers le réseau hospitalier de référence le plus proche du lieu d'habitation.

B : financement du système de la santé au Maroc

Au Maroc, le budget de la santé est essentiellement consacré aux soins curatifs et particulièrement aux hôpitaux qui accaparent 53,1% du montant alloué en 2017. En 2018, seuls 9% du budget était consacré à la prévention (assurée essentiellement par le réseau des établissements de soins de santé primaire). Plusieurs éléments permettent de caractériser le financement du système de santé par l'État au cours de la période 2012 à 2017. Tout d'abord le budget du Ministère de la santé qui représente 7,7% du budget général de l'État (BGE), a évolué de 24,5%, passant de 11,8 Mds de dhs à 14,7 Mds de dhs sans que la dépense en santé publique par habitant n'ait connu une progression similaire tenant compte de la croissance démographique (5% pour la même période). Le Maroc connaît les indicateurs les plus bas par rapport à un

ensemble de pays comparables : l'Algérie (7,1% du Produit intérieur brut (PIB) et 10,7% du BGE), la Tunisie (6,7% du PIB, 13,6% du BGE)⁵¹⁷².

Les ratios globaux de médecins ou infirmiers par habitant restent en deçà des minima exigés par l'OMS (1 paramédical / 605 habitants et 1 médecin / 1650 habitants)⁵¹⁷³.

les contraintes du financement viennent également de l'iniquité du système de santé, dans la répartition des ressources sur le territoire puisque 80% des lits d'hospitalisation sont dans le secteur public (en réalité 48% sont utilisés); 65% des médecins sont répartis sur 5 villes, 56% de la capacité de diagnostic biologique ou radiologique se trouvent dans deux villes Casablanca et Rabat; 95% des pharmacies et 90% des cabinets dentaires sont dans le secteur privé, 90% des unités de soins ambulatoires médicaux sont dans le secteur privé⁵¹⁷⁴.

« La dépense totale de santé (DTS) au Maroc au titre de l'année 2018 a atteint environ 60,9 milliards de dirhams contre 52 milliards en 2013 soit un accroissement global de l'ordre de 17,1% et une augmentation annuelle moyenne d'environ 3,2%. En outre, la dépense courante de santé (DCS) s'élève à 59,1 milliards de dirhams représentant ainsi 97% de la DTS contre environ 1,8 milliard de dirhams pour les dépenses liées à l'investissement soit 3% de la DTS (formation brute du capital). Rapportée à la taille de la population, la dépense de santé par habitant s'élève à 1730 Dhs. Enregistré un accroissement de 152 Dhs en l'espace de 5 ans représentant une variation relative de l'ordre de 9,6%. Ce taux d'accroissement indique une tendance positive de l'amélioration du financement de la santé à travers la contribution de l'ensemble des agents financeurs de la santé au Maroc. Par ailleurs, entre 2013 et 2018, la DTS a évolué avec un rythme moins rapide que l'évolution du PIB. En effet, en 2018, la DTS représente 5,5% du PIB contre 5,8% en 2013, soit une diminution de 0,3 point durant la période 2013-2018. Les ménages restent toujours le premier financeur de la santé au Maroc avec une part de 45,6% soit une baisse de 5,1 points par rapport à 2013. Cette importante baisse est expliquée d'une part, par l'extension de la couverture médicale, et d'autre part, par l'élargissement de la liste des médicaments remboursables, la promotion de la prescription des médicaments génériques et également la baisse des prix des médicaments opérée depuis l'année 2014 suite à la mise en application du décret relatif aux conditions et modalités de fixation des prix des médicaments. Cependant, malgré cette baisse des paiements directs des ménages, le niveau enregistré demeure encore élevé par rapport aux normes préconisées à l'international (moins de 25%)⁵¹⁷⁵.

Le deuxième financeur de la santé au Maroc est l'assurance maladie. Cette dernière, qui a couvert, en 2018, 40,6% de la population marocaine, a mobilisé environ 17,9 milliards de dirhams représentant ainsi 29,3% de la dépense totale de santé en 2018, soit une progression de 6,9 points par rapport à 2013. Par ailleurs, des efforts indéniables ont été déployés ces dernières années par l'Etat pour accorder plus de ressources au secteur de la santé et l'ériger comme priorité nationale. Toutefois, la part de l'Etat dans le financement de la santé, à travers les ressources fiscales nationales et locales, est restée quasiment constante entre 2013 et 2018 pour enregistrer une proportion de l'ordre de 24% en 2018. Il est à noter que le financement collectif et solidaire s'est amélioré de 6,5 points pour atteindre 53,3% en 2018 contre 46,8% en 2013 et constitue ainsi une tendance positive vers une protection financière de la population et surtout les tranches les plus

5172 Dépenses consommation finale des ménages par habitant HCP 2016

5173 Idem

5174 Idem

5175 Comptes nationaux de la sante 2018, ministère de la santé

vulnérables. Il importe de souligner par ailleurs, qu'en 2018, la contribution de la coopération internationale au financement de la santé ne représente que 0,2% enregistrant ainsi une baisse de 0,4 point par rapport à l'année 2013 »⁵¹⁷⁶. La généralisation du RAMED en avril 2012 était une volonté royale de mettre en œuvre une composante essentielle de la CSU au Maroc qui depuis 2002 ne concernait réellement que l'AMO. Les populations pauvres et vulnérables recensées en 2017 à plus de 10,5 millions de personnes (2 millions de plus que ce qui avait été prévu dans le premier recensement) avaient des besoins de santé et des attentes non réalisées depuis la promulgation de la loi 65-00 portant couverture médicale de base.

Au titre de l'année 2018, l'Etat a mobilisé dans le cadre du Fonds d'Appui à la Cohésion Sociale une enveloppe budgétaire de l'ordre de 1,54 milliards de Dhs contribuant ainsi au financement du RAMED à hauteur de 90,7%, suivi par les Collectivités Territoriales (CT) avec une proportion de 8,6% (146,7 millions de Dhs) alors que la contribution des vulnérables ne représente que 0,7% (13,2 millions de Dhs). Malgré les efforts consentis par l'Etat pour mobiliser des fonds additionnels, la montée en charge de l'effectif des bénéficiaires et de prestations de soins n'ont pas été accompagnés par la mobilisation de financements substantiels pour faire face aux dépenses induites par la demande exponentielle de soins⁵¹⁷⁷.

Le budget du Ministère de la Santé reste la source principale du financement des prestations desservies aux bénéficiaires du RAMED.

II. gouvernance de la CSU et du système de santé

Le dernier rapport du Conseil Économique et Social et Environnemental (CESE) du Maroc indique que 79% des pauvres résident en milieu rural dont 64% sont en situation de vulnérabilité. En termes d'accès aux services de santé, 65% des professionnels de santé et près de 70% de l'offre de soins sont répartis sur cinq parmi les douze régions du royaume, 24% de la population rurale trouvent des difficultés particulièrement sérieuses pour bénéficier de prestations liées à la santé de la mère et de l'enfant⁵¹⁷⁸.

Cette iniquité d'accès et de disponibilité d'offre de soins a été entre autres l'argument en faveur de la mise en place de la CSU dans une organisation mixte de système national de santé et d'assurance maladie pour ceux ayant un revenu (AMO) et ceux qui n'ont en pas (RAMED).

A : plan de santé 2025, futurs et enjeux.

Le Plan Santé 2025 a été élaboré suite au discours Royal de Juillet 2018 et qui a demandé au gouvernement de repenser la couverture sanitaire universelle afin de permettre un réel accès aux populations pauvres et vulnérables aux services de santé et de revoir en profondeur le système de santé en vue d'une refonte qui soit en adéquation avec les besoins de santé et le contexte démographique, épidémiologique et socioéconomique⁵¹⁷⁹.

Ce plan élaboré en concertation avec les parties prenantes a pour base l'accessibilité, la réduction des iniquités, la priorisation des soins de santé de base et la performance du système de santé.

1 : Faire passer la mortalité maternelle en dessous de 70 pour 100000 naissances vivantes.

⁵¹⁷⁶ Comptes nationaux de la sante 2018, ministère de la santé

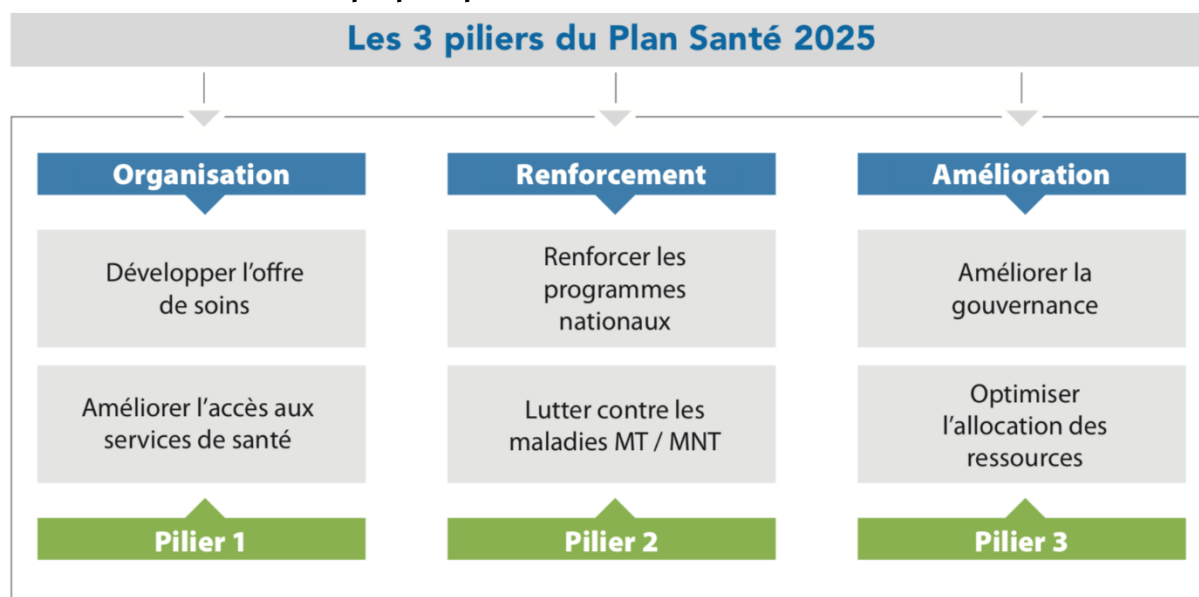
⁵¹⁷⁷ JAAFAR HEIKEL OP CET

⁵¹⁷⁸ Rapport du conseil économique, social et environnemental 2018

⁵¹⁷⁹ PLAN « SANTÉ 2025 », MSPS. Mai 2018

- 2 : Eliminer les décès évitables des nouveau-nés et des enfants de moins de 5 ans, etramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalitéinfanto-juvénile à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus.
- 3 : Mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladiestropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et lesautres maladies transmissibles.
- 4 : Réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, la mortalité prématurée due à desmaladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être.
- 5 : Renforcer la prévention et le traitement de l'abus de substances psycho actives, notamment de stupéfiants et d'alcool.
- 6 : Diminuer de moitié à l'échelle mondiale le nombre de décès et de blessures dus à desaccidents de la route d'ici 2020.
- 7 : Assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, ycompris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise encompte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux.
- 8 : Faire en sorte que chacun bénéficie d'une assurance-santé, comprenant une protectioncontre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualitéet à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coûtabordable.
- 9 :D'ici à 2030, réduire le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiquesdangereuses, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol.

Plan Santé 2025 proposé par le Ministre



Source : Ministère de la Santé- Plan Santé 2025, Rabat. 2018

Les différents constats et l'urgence d'une réforme du système de santé marocain, en particulier dans sa dimension couverture sanitaire universelle, posent des questions de fond.

Il semble en effet que la mise en place de la CSU surtout dans sa composante RAMED ait entraîné des effets inattendus.

B : les attentes des citoyens marocains du système de la santé

En effet « 67,7% des utilisateurs de services de santé ne sont pas satisfaits par le système de santé au Maroc. Le niveau de satisfaction globale varie selon le mode de couverture étant le plus élevé chez les bénéficiaires d'une assurance privé (47,6%) et le plus faible en absence de couverture médicale (23,8%). La majorité de l'insatisfaction (52,6%) concerne les

Ramedistes et les sans couverture médicale mais la catégorisation selon le mode de couverture ou le secteur utilisé montre trois tendances : l'insatisfaction est globale quel que soit le mode de couverture, dans le secteur privé l'insatisfaction est surtout l'apanage des bénéficiaires de l'AMO alors que dans le secteur public ce sont les personnes sans couverture puis les Ramedistes qui sont le plus insatisfaits. La présence d'une maladie chronique exacerbe ce sentiment d'insatisfaction en raison de la durée du séjour et du coût comme nous l'avons déjà montré. L'on peut se poser la question si au-delà de la perception négative vis à vis du système de santé, la couverture médicale est considérée comme un atout majeur dans l'utilisation des services de santé en termes d'accessibilité ou en termes d'utilité. Les résultats montrent le contraire puisque quel que soit l'offre de soins publique ou privée ou le type de service utilisé, la satisfaction ou la perception d'utilité de la couverture sont faibles. Au Maroc la CSU aurait non seulement pas atteint ses objectifs mais a créé un sentiment de frustration et de rejet d'un produit d'assurance pour non-conformité » 5180

L'analyse des attentes exprimée par rapport à la prise en charge des frais de santé par le RAMED fait ressortir une revendication pour une plus large/meilleure prise en charge globale du Ramediste qui rapprocherait un peu le RAMED de l'AMO.

Chapitre II : la santé et le développement humain

« Une meilleure santé est essentielle au bonheur et au bien être. Une meilleure santé contribue également de manière importante au progrès économique, puisque les populations en bonne santé vivent plus longtemps, sont plus productives et épargnent plus » 5181. C'est en ces termes que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) positionne le lien entre santé et développement. On remarquera d'emblée les ambiguïtés de ces deux phrases qui présentent la santé successivement comme une fin puis comme un moyen : tantôt comme bonheur et bien être, tantôt comme moteur du progrès économique.

La Commission Spéciale sur le Modèle de Développement a analysé le système de santé au Maroc d'une façon très intégrée. Le rapport sur le Nouveau Modèle de Développement a permis de mettre l'accent sur les dysfonctionnements dont souffre le secteur de la santé à travers les consultations réalisées auprès des différentes parties prenantes. Plusieurs propositions ont été faites sur les axes de réforme du système de santé au Maroc.

L'initiative de l'élaboration d'un Nouveau Modèle de Développement (NMD) pour le Maroc, initiée par SM le Roi Mohammed VI, est une étape charnière dans l'histoire du Royaume afin de construire un avenir moderne capable de relever les nouveaux défis nationaux et internationaux auxquels est confronté le pays. Le NMD est une occasion pour intégrer les besoins et les revendications de la population dans divers domaines qui concernent leur vie quotidienne, et mettre en œuvre des politiques capables de satisfaire ces besoins.

On remarque également que l'importance accordée au citoyen occupe une place prépondérante dans le rapport relatif au NMD à travers deux axes : l'axe 2 relatif au capital humain et l'axe 3 relatif à l'inclusion et solidarité. Dans ce cadre, la réforme du système de santé trouve sa place dans ce NMD comme étant un secteur qui doit bénéficier d'une intention particulière vu son importance pour garantir une meilleure santé pour la population. L'épidémie du COVID-19 a démontré l'importance du secteur de la santé dans un pays, d'où la nécessité d'avoir un système de santé capable de résister aux chocs

5180 JAAFAR HEIKEL, évaluation des effets de la couverture sanitaire universelle sur l'utilisation effective des services de santé au Maroc, THESE SOUTENU MARS 2020

5181 OMS 2019

et aux aléas de l'environnement. En effet, il y aura toujours des risques sanitaires ou une évolution dans le profil épidémiologique d'un pays qui nécessiterait une capacité de résistance du système de santé. Cette résistance exige des moyens suffisants (financiers, humains et techniques), de repenser au mode de gouvernance et d'organisation de l'offre de soins, et de mettre en place un système d'information moderne et efficace⁵¹⁸².

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) « les systèmes de santé comprennent toutes les personnes et toutes les actions dont l'objectif principal est l'amélioration de la santé »⁵¹⁸³. Ce souci d'amélioration de la santé de la population, constitue la raison d'être de tout système de santé. Toutefois il n'est pas le seul objectif du système de santé. Ce dernier a un deuxième objectif qui consiste à donner des réponses aux attentes des gens. Ce qui sous-entend que les citoyens ont des attentes envers ce système. Ils veulent être bien pris en charge (physiquement et psychologiquement) lorsqu'ils visitent une structure sanitaire. La population désire un bon accueil, un délai d'attente aux urgences qui est réduit, une bonne prise en charge etc. Par ailleurs la population désire que les soins qu'ils reçoivent ne les ruinent pas financièrement. C'est pour cette raison que le troisième objectif du système de santé est d'assurer une protection financière contre les coûts de la maladie⁵¹⁸⁴.

I. L'interaction dynamique entre progrès de la santé et développement économique

A. Les choix stratégiques du nouveau modèle de développement dans le domaine de la santé

Le rapport sur le NMD a défini les choix stratégiques sur lesquelles il faut agir pour améliorer les performances du système de santé au Maroc. Ces choix émanent des différentes consultations auprès de la population, des institutionnels et diverses parties prenantes. Les choix stratégiques émanant de ces consultations sont comme suit :

- Soutenir la demande de soins à travers la généralisation de l'accès à la couverture médicale et l'élaboration d'un panier de soins évolutif;
- Investir massivement dans les ressources humaines et leur valorisation;
- Réorganiser le parcours de soins depuis l'échelon communautaire à l'échelon régional et accélérer la digitalisation du système de santé;
- Renforcer l'hôpital public et encourager la coopération public-privé;
- Une refonte substantielle de la gouvernance du système sanitaire à tous les niveaux, avec une action forte au niveau territorial;
- Mettre en place une politique intégrée et intersectorielle en matière de prévention et d'éducation à la santé;
- Renforcer la résilience du système de santé face au risque de crises sanitaires futures et développer la souveraineté sanitaire »⁵¹⁸⁵.

Pour concrétiser ces choix stratégiques, le rapport sur le NMD propose l'instauration du projet intitulé « Couverture Sanitaire Universelle ». Pour l'OMS « la couverture santé universelle consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services : préventifs, curatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces

⁵¹⁸² Mohammed Nabil EL MOUSSALI Bouchra OUARRAOUI, Les apports du Nouveau Modèle de Développement pour la réforme du système de santé au Maroc : une analyse sur la base du cadre conceptuel des systèmes de santé, Dossiers de Recherches en Economie et Gestion : Dossier 10, N° 1 : Mars 2022

⁵¹⁸³Rapport sur la santé dans le monde, 2000

⁵¹⁸⁴Rapport sur la santé dans le monde, 2000 cinquante-troisième assemblée mondiale de la sante

⁵¹⁸⁵Rapport général le nouveau modèle de développement, choix stratégique 3 – tableau 4, p118

services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers »⁵¹⁸⁶.

Le choix de ce projet axé sur la CSU est un choix judicieux puisque cette dernière est considérée comme un outil intégré qui permet d'une part d'améliorer les mécanismes de financement des soins et d'autre part d'avoir un système de santé de qualité, efficace, résilient et bien gouverné. Les choix stratégiques retenus par la CSMD constituent une vraie refonte du système de santé au Maroc du fait que les différentes recommandations sont en adéquation avec le cadre de renforcement des systèmes de santé proposé par l'OMS.

Le NMD a fixé des ambitions et cibles à l'horizon 2035 qui permettent l'atteinte de ces objectifs, à savoir :

- Augmenter la part de la population couverte pour les soins de santé essentiels : 100% de la population à horizon 2025 contre 65% environ actuellement⁵¹⁸⁷;
- Réduire les dépenses directes de santé des ménages : 30% des dépenses totales de santé supportées par les ménages en 2035 contre plus de 50% actuellement ⁵¹⁸⁸;
- Augmenter les effectifs médicaux et paramédicaux pour arriver à une densité de personnel soignant de 4,5 pour 1000 habitants en 2035 contre 2 pour 1 000 actuellement, soit 54 000 médecins et plus de 100 000 infirmiers formés entre 2030 et 2035⁵¹⁸⁹.

Une fois que ces cibles fixées par le NMD seront réalisées nous pouvons dire que le Maroc a pu mettre en place un système de santé capable d'offrir un bon niveau de santé pour la population, en garantissant une équité pour accéder aux soins de santé de qualité sans que les citoyens soient ruinés financièrement face à la maladie.

Le deuxième niveau de renforcement des systèmes de santé exige la nécessité de remplir six fonctions qui sont comme suit : «

- La prestation des services de santé qui doivent être efficaces et de qualité, soit au niveau des soins préventifs ou curatifs;
- Un personnel de santé réactif, juste et efficace;
- Un système d'information sanitaire capable de fournir des données fiable et actualisées, sur les performances du système de santé;
- Des technologies médicales avec un bon rapport qualité/prix notamment au niveau des produits médicaux, des vaccins et d'autres technologies essentielles;
- Un système de financement suffisant et garantissant la protection financière des bénéficiaires;
- Une direction et une gouvernance garante de la transparence et de la réédition des comptes »⁵¹⁹⁰.

L'analyse des orientations stratégiques proposées dans le cadre du NMD nous montre que les propositions effectuées permettent le renforcement des six fonctions d'un système de santé proposées par l'OMS.

Nous allons à présent voir que propose le NMD pour renforcer chacune des fonctions du système de santé

B. amélioration de l'offre des soins aux citoyens

⁵¹⁸⁶ Margot Noubleau, Blandine Destremau, Bruno laitier, « EN CHEMIN VERS LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE » Les enjeux de l'intégration des pauvres aux systèmes de santé, Revue Tiers Monde » 2013/3 n°215 | pages 129

⁵¹⁸⁷ La couverture médicale de base au Maroc bilan d'étapes et perspectives ministère de la santé 2018

⁵¹⁸⁸ Rapport général le nouveau modèle de développement

⁵¹⁸⁹ Rapport général le nouveau modèle de développement Tableau 1 : Indicateurs de résultat du NMD, p60

⁵¹⁹⁰ OMS Rapport sur la santé en Europe 2009 Santé et systèmes de santé, 2009

Le NMD propose une réorganisation de l'offre de soins dans chaque niveau territorial. Au niveau communautaire, « offrir des soins adaptés telle la télémédecine ou les caravanes médicales. Puis au niveau de proximité (district ou cercle) offrir des soins essentiels soit primaires ou hospitaliers. Ensuite un niveau de recourt régional dans des hôpitaux spécialisés. Dans ce schéma le CHU joue un rôle essentiel comme une institution de spécialité de pointe, de recherche et de formation et également comme une structure à laquelle sont liés les autres hôpitaux de la région dans le cadre des Groupements Régionaux de Santé (GRS). L'organisation des soins passe également par le renforcement du médecin traitant comme porte d'entrée dans le système. Enfin il faut mettre en place des filières de soins spécifiques qui sont soit couteuses soit nécessitant une prise en charge particulière (par exemple : le diabète, le cancer, les femmes enceintes, les personnes à besoins spécifiques etc.). Autre mesure qui a pour but d'améliorer les services de santé pour la population est le Partenariat Public Privé (PPP) »⁵¹⁹¹.

Cet outil qui permet de mutualiser les ressources du secteur public et du secteur privé et permettre par exemple aux médecins de ce dernier d'offrir des soins de santé au niveau des structures sanitaires publiques en profitant de leur plateau technique.

Enfin une dernière mesure concerne l'intervention sur les déterminants sociaux de la santé en encourageant des comportements assurant une bonne hygiène de vie et améliorant le bien être individuel. Cela passe par des actions telle la médecine communautaire, la médecine scolaire, lutter contre les impacts négatifs de l'activité économique sur la santé⁵¹⁹²

II. ressource humaine comme levier de la reforme

A : ressource humaine et norme internationale

« Pour remédier à la pénurie des ressources humaines et leur répartition inéquitable entre les régions, plusieurs actions ont été proposées. En priorité renforcer la densité du personnel soignant pour arriver au seuil de 4.5 pour 1000 habitant en 2035. Ceci nécessite l'augmentation des capacités de formation des facultés de médecine, et revoir le système de formation actuelle en diminuant la durée de formation des médecins généralistes de 7 à 6 ans. Pour ce qui est des infirmiers, il faut augmenter les capacités de formation des instituts existants et encourager les écoles privées d'infirmières. Sur le plan managérial il serait nécessaire de former des gestionnaires de la santé capables d'offrir le support adéquat pour une bonne gestion des établissements sanitaires⁵¹⁹³.

Enfin les professeurs en médecine doivent augmenter leurs efforts dans le domaine de la recherche scientifique. Pour valoriser le rôle du personnel de la santé le NMD suggère la refonte du statut de ces derniers, améliorer leurs conditions de travail et lier la rémunération au rendement.

Quant à la répartition géographique du personnel de santé, nous remarquons qu'elle est inéquitable entre les différentes régions. De ce fait la CSMD recommande d'abord l'encouragement du recrutement régional et augmenter les postes budgétaires⁵¹⁹⁴.

B : nouvelle approche managériale :

Le NMD propose de digitaliser le système d'information actuel. D'abord par la digitalisation des registres médicaux de chaque patient. Puis par l'utilisation des nouvelles technologies dans la gestion des hôpitaux afin de faciliter le travail du

⁵¹⁹¹Rapport général le nouveau modèle de développement, p115

⁵¹⁹²Rapport général le nouveau modèle de développement, p116

⁵¹⁹³ Idem

⁵¹⁹⁴ Idem

personnel et pourvoir obtenir l'information juste au temps opportun. Cette digitalisation de la gestion peut être utilisée par exemple dans le cadre de la prise des rendez-vous, dans le cadre de la facturation ou dans l'orientation du patient au sein du parcours de soins.

La mise en place de la Couverture Sanitaire Universelle permet de dépasser ces insuffisances. Le NMD propose un ensemble de mesures pour améliorer le financement du système de santé au Maroc. L'élargissement de la couverture médicale, Tout d'abord en accélérant la couverture des travailleurs non-salariés (TNS) qui ne bénéficient pas actuellement de l'assurance maladie obligatoire (AMO). Puis revoir le fonctionnement du RAMED, qui évoluera vers un régime assurantiel couvrant les soins essentiels et limité dans un premier temps aux hôpitaux publics (2021- 2025) puis élargi aux établissements privés (2025-2035). Ensuite regrouper l'ensemble des régimes (RAMED et AMO) dans une caisse unique donnant accès à un panier de soins identifié. Enfin mettre en place des assurances complémentaires afin de permettre aux individus de bénéficier d'un panier de soins plus élargi.

La gouvernance de ces différentes caisses sera attribuée à l'ANAM (Agence Nationale d'Assurance Maladie). La mise en place de ce nouveau régime de couverture maladie doit être accompagnée par un certain nombre d'actions. En premier lieu accélérer la mise en place de la facturation dans les hôpitaux publics, afin de permettre à ces derniers de bénéficier des remboursements des soins de santé et assurer un financement reflétant le coût réel des prestations. En deuxième lieu renforcer le financement de la couverture médicale de base, en relevant d'abord les cotisations des salariés de la fonctions publics, puis en instaurant une cotisation forfaitaire des TNS et enfin en renforcement la participation de l'Etat par l'allocation d'une partie des recettes fiscale au financement de la santé.

L'ensemble des actions de réforme sont tributaires d'une bonne gouvernance du système de santé. Le NMD propose des mesures de renforcement de cette gouvernance. La création des Groupements Régionaux de Santé (GRS) comme structure qui englobe tous les hôpitaux d'une région sous le pilotage du CHU. Ces hôpitaux doivent bénéficier de l'autonomie financière nécessaire pour des services de qualité. À côté des GRS, seront créées des Agences Régionales de Santé (ARS) qui remplaceront les actuelles Direction Régionales. Ce type de gouvernance a pour but principal d'améliorer la qualité de services de santé. Pour cette raison il y aura l'instauration d'une autorité scientifique autonome chargée de la définition des normes, des accréditations et la mise en place d'une démarche qualité dans le secteur de la santé.

La réforme du système de santé au Maroc dans le cadre du NMD et Les propositions de réforme du système de santé, élaborées par la CSMD, sont très intéressantes et s'intègrent parfaitement dans le cadre du renforcement des systèmes de santé basé sur les fonctions de ces derniers.

Conclusion :

Le NMD est une occasion pour mettre en place un système de santé au Maroc moderne et efficace. Les différentes propositions émanent des revendications de la population et expriment leurs profondes préoccupations en matière de santé. Ces besoins peuvent être résumés d'une part dans des services de santé équitables et de qualité, et d'autre part dans une protection financière contre les risques de la maladie. C'est-à-dire que le système de santé doit être capable d'atteindre ses objectifs. Plusieurs orientations ont été choisies pour instaurer un système de santé équitable, des soins de qualité et une couverture médicale pour l'ensemble des individus. Ces orientations s'inscrivent parfaitement dans le cadre conceptuel de l'OMS, ce qui nous permet de dire que les propositions effectuées sont construites sur des bases théoriques conformes aux orientations de l'OMS. Ainsi la CSMD a proposé de revoir l'organisation de l'offre de soins, remédier à la pénurie du

personnel de santé, renouveler les équipements, digitaliser le système d'information, améliorer le financement et enfin renforcer la gouvernance du système de santé en général. Le tout intégré dans le projet de « Couverture Sanitaire Universelle » qui est un projet fédérateur permettant d'améliorer le financement et avoir un effet de levier sur les autres fonctions du système de santé. Ceci ne peut être fait sans une volonté politique et une implication de tous les acteurs notamment les professionnels de santé, les partis politiques, la société civile et tout intervenant dans le domaine de la santé. Cela nécessite aussi d'assurer d'abord un pilotage efficace de la réforme à long terme, et ensuite offrir les ressources nécessaires pour la réussite des différents chantiers.

Bibliographie :

- Bruno Boidin, Samira Guennif, SANTÉ AU SUD : entre solutions clé en main et dynamiques endogènes, Journal de gestion et d'économie médicales » 2018/5 Vol. 36 | pages 255 à 259
- Margot Nouleau, Blandine Destremau, Bruno Lautier, « en chemin vers la couverture sanitaire universelle » Les enjeux de l'intégration des pauvres aux systèmes de santé, Revue Tiers Monde 2013/3 n°215 | pages 129 à 148
- Mohammed Nabil El Moussali Bouchra Ouarraroui, Les apports du Nouveau Modèle de Développement pour la réforme du système de santé au Maroc : une analyse sur la base du cadre conceptuel des systèmes de santé, Dossiers de Recherches en Economie et Gestion : Dossier 10, N° 1 : Mars 2022
- JaafarHeikel, évaluation des effets de la couverture sanitaire universelle (CSU) sur l'utilisation effective des services de santé au Maroc, Thèse pour le doctorat en Sciences Économiques Présentée et soutenue publiquement le 04 Mars 2020
- Jean-Claude Berthélemy, Les relations entre santé, développement et réduction de la pauvreté <http://france.elsevier.com/direct/CRASS3/>, 10/11/2022
- Pierre Salignon et Christophe Paquet, Protection Sociale et Couverture Santé Universelle
- (CSU) : nouveaux défis de l'agenda du développement post 2015, Édition électronique
URL : <https://journals.openedition.org/humanitaire/2918> ISSN : 2105-2522
- OMS Santé et développement Allocution d'orientation prononcée par le Professeur Amartya Sen, Master of Trinity Collège, Cambridge, Prix Nobel d'Economie à la Cinquante-Deuxième Assemblée mondiale de la Santé Genève, mardi 18 mai 1999
- OMS CINQUANTE-TROISIEME ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE, Rapport sur la santé dans le monde, 2000
- OMS rapport sur la santé dans le monde 2013, La recherche pour la couverture sanitaire universelle
- Rapport général LE NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT, avril 2021
- Rapport général, symposium international sur la couverture sanitaire des populations en précarité, rapport général 13 mars 2015, ministère de la santé
- Les premières Assises Nationales de la Protection Sociale « Ensemble pour un système de protection sociale intégré et pérenne » Couverture Sanitaire Universelle au Maroc : État des lieux et pistes de réformes, Skhirat, 12-13 novembre 2018
- ministère de la santé, La couverture médicale de base au Maroc bilan d'étapes et perspectives
- Direction de la planification et des ressources financières, ministère de la santé comptes nationaux de la sante – 2018
- PLAN « SANTÉ 2025 »; MSPS 2018

مجلة القانون والأعمال الدولية

International Journal of Law and Business



جامعة الحسن الأول سطات

UNIVERSITÉ HASSAN 1^{er} - SETTAT

www.Droitentreprise.com



مجلة القانون والأعمال الدولية مجلة علمية محكمة حكومية تصدر عن
جامعة الحسن الأول المغرب - مختبر البحث قانون الأعمال -
كلية العلوم القانونية والسياسية - سطات

ISSN:2509-0291 / impact factor 2.998



نشر أكاديمي محكم



معايير دولية



رؤية عالمية



<https://doi.org/10.63585/VLQV1532>

مجلة القانون والأعمال الدولية

VOLUME 11 | ISSUE 05 | NUMBER 66

الإصدار رقم 66 أكتوبر 2026

بمشاركة باحثين وأساتذة من 16 جنسية



محاور الإصدار رقم 66

القانون الجنائي	قانون الأسرة وعلوم الفقه	قانون المال والأعمال	الرقمنة والذكاء الاصطناعي
القانون الرياضي	الشغل والحماية الاجتماعية	العقار والتعمير	المساطر الإجرائية
القانون الدستوري	القانون الإداري	القانون الدولي	القانون البيئي
الدراسات بالفرنسية	الإدارة الصحية بالإنجليزية	الدراسات بالإنجليزية	العلوم السياسية

الإدارة الأكاديمية و النشر :

الاستاذ محمد افقيير

المدير المسؤول :

الدكتور مصطفى الفوري

إدارة التحرير :

الدكتور رياض فخري



ISSN: 2509-0291

impact factor 2.998



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



00212687407665



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلة القانون والأعمال الدولية

Revue internationale du droit des affaires



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1ER



تصدر عن
جامعة الحسن الأول بسطات

مجلة حكومية تابعة لجامعة الحسن الأول بسطات



Mforki22@gmail.com



www.droitentreprise.com



00212687407665

الاعتمادات الدولية والفهرسة



للأرشفة الدولية
وجمالية حقوق المؤلف



مؤسسة
أكبر قاعدة بيانات للمجلات
الدولية المحكمة



دليل دولي للمجلات الأكاديمية
بوفر معلومات موثوقة عن
المجلات والناشرين في
مختلف المجالات



تغطي هذه القاعدة من أكبر
وأوسع قواعد المعلومات
الإلكترونية في المكتبات الأكاديمية



معامل التأثير والاستشهادات
المرجعي العربي
Arab Citation &
Impact Factor



منصة أكاديمية متخصصة في تجميع
وفهرسة المعلومات البحثية
المحتوى العلمي لزيادة اكتشاف
الأبحاث وربطها



معرف رقمي دائم (DOI)
يستخدم لمحاكاة المحتوى
الأكاديمي وتسهيل الوصول إليه



منظمة عامة لوثيق لتوثيق
الأنشطة البحثية والعلمية
للأفراد على مستوى عالمي



بعمل على تسجيل العقود علي
كيانات البحث وربطها بمعرفها، بما
وبقفا ونقشها واناحة
لستخدامها



معتمدة من طرف
HAL SCIENCE
الخزينة البيفية الفرنسية
للأبحاث العلمي العالمج



قاعدة بيانات بحثية عالمية
اكتشاف الإنتاج العلمي وتتبع
الاستشهادات والروابط البحثية



قاعدة بيانات دولية للفهرسة
وتقييم المجلات العلمية وفق
معايير الجودة الأكاديمية



مكتبة رقمية عالمية تتيح الوصول
إلى الكتب والأبحاث والوثائق
بصيغة إلكترونية



منصة لاكتشاف وإدارة
المصادر والمراجع
العلمية



منظمة ISSN لترقيم
المجلات الدولية المحكمة



قاعدة بيانات فهرسة المجلات
العلمية تشمل: الأبحاث والنشر
(ISSN) وتصنيف ذي المجلات
الفهرسية والمقالات



منصة عالمية تعتمد علي الذكاء
الاصطناعي لاكتشاف الأبحاث
وتحليلها وتوفرها الباحثين
حول العالم



منصة تساعد الأبحاث واعتماد مية
التدريس في اكتناش المجلات
المختلفة بمجلات المعامم



قاعدة بيانات العربية لتتبع
الوصول إلى المجلات المجلات
والبحوث الأكاديمية



محرك بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



مؤسسة SCIRP
تصنيف المجلات العلمية الدولي



قاعدة بيانات فهرسة
المجلات الأكاديمية والبحثية
من مختلف التخصصات



من أهم الأنظمة الحديثة للتعريف
بالمواقع العلمية الإلكترونية عبر
منح كل رابط رقماً تعريفياً فريداً



بوابة بحث من الوصول إلى
الأبحاث والبيانات المفتوحة
المتوفرة من مصادر متعددة



ZDB - قاعدة بيانات الدوريات الألمانية
تعد ZDB أكبر قاعدة بيانات للدوريات في ألمانيا،
وتوفر معلومات بيبليوغرافية دقيقة حول المجلات
والناشرين، بما في رقم التعريف (ZDB-ID)،
ISSN، اللغات، والتهنات والمفتوح.



المعهد المغربي للإعلام
العلمي والتقني



مؤسسة
قاعدة بيانات المجلات الدولية

ZDB-ID: 3252561-8 | ISSN: 2509-0291 | CC BY 4.0
Online - Open Access | اللغات: العربية، والإنجليزية



مجلة علمية محكمة
تسهم في نشر الثقافة القانونية والاقتصادية
على المستويين الدولي والوطني

ISSN : 2509-0291
ملف الصحافة : 2017-05



مجلة حكومية
تصدر عن جامعة
الحسن الأول
سطات



تم نشر هذا المؤلف بدعم من جامعة الحسن الأول بسطات لأجل دعم البحث العلمي

مجلة القانون والأعمال الدولية

الإيداع القانوني	: ISSN: 2509-0291- 2019 PE0018
ملف الصحافة	: 05 / 2017 ص
الطبع	: دار السلام للطباعة والنشر والتوزيع – الرباط شارع الحسن الثاني زنقة طونكان عمارة 23، رقم 2، ديور الجامع الرباط المغرب
المدير المسؤول	: الدكتور مصطفى الفوري
الهاتف	: 00212-6-87-40-65
البريد الإلكتروني	: Mforki22@gmail.com
الموقع الرسمي للمجلة	: www.droitentreprise.com http://doi.org/10.63585/VLQV1532
رابط DOI لهذا الاصدار	

تخلي أسرة تحرير المجلة مسؤوليتها عن أي انتهاك لحقوق الملكية الفكرية
جميع الحقوق محفوظة لمجلة القانون والأعمال الدولية © 2026

مجلة القانون والأعمال الدولية

منصة علمية دولية محكمة في القانون والأعمال



إدارة هيئة التحرير



أ.د. رياض فخري : مدير مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات
أ.د. طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بجامعة الحسن الأول بسطات

المدير المسؤول



أ.م. مصطفى الفوركي : مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات

نائبة المدير المسؤول



أ.د. منى كامل تربيكي : أستاذة القانون الدولي بكليات الإمارات - محكم دولي

الإدارة الأكاديمية والنشر



أ.د. محمد أفقيير : متخصص في القانون المالي و الضريبي جامعة الحسن الأول بسطات

الإدارة التقنية



أ. محمد أمين اسماعيلي : باحث في العلوم القانونية - الإدارة التقنية

روابط مهمة



الموقع الإلكتروني : www.droitentreprise.com



صفحة المجلة : www.facebook.com/droitentreprise



البريد الإلكتروني : MFORKI22@GMAIL.COM



— جودة علمية .. رؤية دولية .. تأثير مستدام —



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1^{ER}

هيئة تحرير المجلة

قانون الأعمال



- أ.د : رياض فخري : مدير مختبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- أ.د : طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : رشيد الطاهر : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عبد الكريم عباد : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : منى مسلومي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عائشة فضيل : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عز الدين بنستي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالدار البيضاء - المغرب
- أ.د : عبد الرحيم شميعة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- أ.د : نادية قايدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : نادية النحلي : أستاذة التعليم العالي بكلية الشريعة بفاس - المغرب
- أ.د : زينب الفاسي الفهري : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : المصطفى بوزمان : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي الرباط - المغرب
- أ.د : كريم أعراب : أستاذ التعليم العالي بمجموعة المعهد العالي للتجارة و ادارة المقاولات الرباط - المغرب
- د : ثاني بن علي ال ثاني : عضو محكمة التحكيم التابعة لغرفة التجارة الدولية بباريس ممثلاً دولة قطر - قطر
- د : عالي طوير : أستاذ التعليم العالي مؤهل بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي - المغرب
- د : سعد بهتي : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة ابن زهر اكادير - المغرب
- د : يونس الأزرق الحسوني : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- د : فاطمة برتاوش : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : دينا إسماعيل أبو زيد : أستاذ مشارك في القانون المدني، قسم القانون الخاص بكلية الحقوق، جامعة الملك عبد العزيز - السعودية
- دة : أمال ناجي : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد الأول بوجدة - المغرب
- دة : ناهض حنان أستاذة باحثة في قانون الأعمال جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب

القانون المدني



- أ.د : محمد بخنيف : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : منير مهدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالرباط - المغرب
- أ.د : زينب تاغيا : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : أمينة أيت حسين : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : سعاد الزروالي : أستاذة القانون المدني بكلية الحقوق جامعة ظفار سلطنة عمان
- أ.د : ياسين المفقود : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و السياسية سطات - المغرب
- أ.د : نادية أيوب : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : محمد الحبيب بداغ : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة القاضي عياض - المغرب
- د : مريم خراج : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد بن عبد الله - المغرب
- د : نهله أحمد فوزي : أستاذ القانون المدني المساعد بكلية إدارة الأعمال قسم القانون جامعة الحدود الشمالية - المملكة العربية السعودية
- د : سيف هادي عبدالله الزويني : أستاذ القانون المدني بكلية الحقوق - جامعة النهرين - العراق
- د : أسماء مصطفى عبد القادر غنيمات : أستاذة بكلية الحقوق جامعة البلقاء التطبيقية - المملكة الاردنية الهاشمية
- د : أحمد سمير الصوفي : أستاذ القانون المدني بكلية العلوم السياسية /جامعة كركوك - العراق
- د : عبدالرازق وهبه سيداحمد : أستاذ القانون المدني المساعد كلية الدراسات الانسانية و الادارية كليات عنبزة - السعودية
- د : رجائي عبد الرحمن عبد القادر عوض : أستاذ قانون المرافعات المساعد جامعة اوروك بغداد - العراق
- د : عمار شاكر محمود فيصل : أستاذ القانون المدني - جامعة تكريت - كلية القانون - العراق
- د : يوسف كبيطي : أستاذ محاضر بكلية العلوم القانونية و السياسية جامعة شعيب الدكالي الجديدة - المغرب





هيئة تحرير المجلة



القانون العقاري و الأسرة



- أ.د : ادريس الفاخوري: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : ادريس بلحساني : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : محمود ميسين: أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر أكادير - المغرب
- د : ياسين الكعيوش: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : محمد بومدين: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : محمد خلوقي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- د : يونس الحكيم : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : حسناء جبران: أستاذة التعليم العالي بجامعة محمد الخامس - الرباط - المغرب

القانون الجنائي



- أ.د : الرشيد سيد حسن محمد: عميد سابق بكلية القانون جامعة الخرطوم , أستاذ مشارك بنفس الجامعة - السودان
- أ.د : علي بن خلفان بن علي الهنائي : أستاذ القانون الجنائي المشارك ورئيس قسم علوم الشرطة بكلية الشرطة بأكاديمية السلطان قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : عبد الرحمن أسامة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : خدوج فلاح : أستاذة التعليم العالي بكلية القانون والعلوم السياسية - بسطات - المغرب
- أ.د : بناصر حاجي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : أحمد العلالي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : حسن الحريية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس- المغرب
- أ.د : شعبان محمود محمد الهواري : أستاذ القانون الجنائي المشارك كلية القانون - جامعة خليج السدرة - ليبيا
- أ.د : نعمان عطا الله الهيّتي : أستاذ القانون بكلية القانون جامعة الشارقة - الامارات العربية المتحدة
- د : ابراهيم الغندور: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : ابراهيم أشويعر: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية مراكش - المغرب
- د : فيصل كرمات : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : عبد الواحد الدافي : أستاذ التعليم العالي بجامعة شعيب الدكالي - المغرب
- د : عبير حمدي محمد حسن : أستاذة القانون الجنائي مساعد - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
- د : عبداتي الزيوكاي : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : أحمد اسامل كامل حسنية : أستاذ قانون الاجراءات الجزائية المساعد بكلية الحقوق جامعة ظفار - سلطنة عمان

قانون الشغل



- أ.د : عبد اللطيف الخالفي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : فاطمة حداد : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسلا - المغرب
- د : أمينة رضوان : رئيسة مجلة الرائدة في العلوم القانوني - المغرب
- د : لطيفة جبران: أستاذة التعليم العالي مؤهلة بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب



هيئة تحرير المجلة

قانون المعاملات الالكترونية



- أ.د : بشرى النبية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : هشام البخفاوي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية جامعة ابن زهر اكادير- المغرب
- أ.د : عبد الوهاب المعمري: أستاذ القانون / مساعد العميد لشؤون الجودة جامعة الاسراء - الاردن
- د : ضياء علي احمد نعمان : أستاذ زائر بكليات الحقوق بالمغرب
- د : محمد بومديان : أستاذ محاضر بجامعة المولى اسماعيل بمكناس - المغرب

القانون الضريبي



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: عميد سابق بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب
- أ.د : أحمد العلالي : عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - المغرب
- أ.د : محمد السيد عطية ببيرس : أستاذ القانون بكلية العلوم والدراسات الانسانية بالدوامي جامعة شفاء الامارات العربية المتحدة
- أ.د : إبراهيم أحطاب : أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر - أكادير - المغرب
- أ.د : محمد محمد عبد اللطيف : أستاذ القانون العام كلية الحقوق جامعة المنصورة مصر

القانون الإداري و الدستوري



- أ.د : ثامر محمد رخيص حسين : رئيس فرع القانون العام بكلية القانون جامعة الكوفة - العراق
- أ.د : عمر عبد الله عمر أمبارك : أستاذ مشارك بجامعة سرت - ليبيا
- أ.د : اكرامي بسيوني عبد الحي خطاب : أستاذ بجامعة شقراء - المملكة العربية السعودية
- أ.د : هالة علي : أستاذ مشارك في القانون الاداري - كلية الحقوق جامعة الاصاله - المملكة العربية السعودية
- أ.د : باسل علي عباس: أستاذ القانون باللغة الانجليزية - جامعة القادسية - العراق
- أ.د : الميلود بوطريكي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة -المغرب
- د : ميثم منفي كاظم العميدي : أستاذ مساعد - جامعة الكاظم - العراق
- د : يونس مليح : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات الرشيدية - المغرب
- د : ليلى طوير: أستاذة القانون العام بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
- د : ميثم منفي كاظم العميدي أستاذ مساعد في قسم القانون اقسام بابل جامعة الكاظم العراق
- د : ولاء خليل حسين قديمات : أستاذة العلوم السياسية/جامعة الخليل - فلسطين

القانون الدولي و العلوم السياسية



- أ.د : العميد : وسام نعمت ابراهيم السعدي : عميد كلية الحقوق جامعة الموصل - العراق
- أ.د : منى كامل تركي : أستاذ القانون بكليات الحقوق - بالإمارات العربية المتحدة
- أ.د : محمد بوبوش : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات بالناظور - المغرب
- أ.د : عبد الوهاب كريم : أستاذ التعليم العالي جامعة قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : النذير صالح الخليفة عباس : أستاذ القانون الدولي بكليات العيزة الأهلية المملكة العربية السعودية
- أ.د : احمد ناصر حسين العيساوي : تدريسي في جامعة القاسم الخضراء أختصاص قانون دولي - العراق
- د : سعد عبدالله الجعدان : دكتور في القانون الدولي

العلوم الأمنية و الاستراتيجية



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب

الرقمنة و التدبير



- د : ضياء نعمان: أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : حنان الانصاري : أستاذة التدبير بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : مصطفى خياطي : أستاذ محاضر بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب





الهيئة الاكاديمية و النشر



مجلة القانون والأعمال الدولية

- د. محمد دحاني : دكتور في القانون العام
- د. الهام سربوتي : دكتورة في القانون الخاص
- د. سماعيلي مصطفى : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد الله المخلوق : دكتور في القانون العام
- د. محمد المعروفى : دكتور في العلوم القانونية و السياسية
- د. عبد اللطيف ازيور : دكتور في القانون العام
- د. محمد الحليمي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. يونس الصالحي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. حمزة جابر : باحث بصف الدكتوراه بجامعة ابن زهر أكادير
- ذ. محمد حفو : باحث في سلك الدكتوراه بكلية الحقوق و جدة
- ذ. وصال الشرقي : باحثة بصف الدكتوراه بكلية الحقوق السويسي
- ذ. دينيشي يونس : باحث بصف الدكتوراه بكلية الحقوق بسطات
- ذ. خديجة جليلي : باحثة بصف الدكتوراه بدار الحديث الحسنية
- د. عبد الكريم بالهدي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. فاطمة أفقير : محامية بهيئة أكادير
- ذ. التوزاني محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. عمر الفطواكي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. حلومي سعيدة : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. المهدي البوعزيزي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. الخضراوي عبد الهادي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. ايمان مجدوب : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. بسمة خروبي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. هاجر جيور : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. هاجر ماحي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. رشيد الدغور : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. صفاء خلوقي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. عبد الواحد الركيلى : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. مصطفى رمضان عبد القادر
مدرس مساعد بجامعة دهوك التقنية - معهد ناكري -
ممثل المجلة في العراق
- ذ. عادل عبد الله عزيز
مدرس بجامعة التقنية الشمالية . الكلية التقنية
الادارية الموصل العراق
- ذ. باسل علي عباس
أستاذ بجامعة القادسية - العراق
- د. محمد حمدي عبد العليم علا -
كلية الحقوق جامعة طنطا مصر

- د. الحسن اليوسي : دكتور في الحقوق إطار بوزارة الاقتصاد و المالية
- د. هشام بلخنفر : محام بهيئة اكادير - دكتور في الحقوق
- د. أسماء مقاص : دكتورة في الحقوق - مسؤولة العلاقات العامة بالمجلة -
- د. حكيمة مؤذن : دكتورة في العلوم القانونية و السياسية
- د. محمد بلحاج الفحصي : دكتور في الحقوق
- د. يوسف تملكوتان : دكتور في القانون الخاص
- د. نبيل لبيب : دكتور في القانون الخاص
- د. المهدي بوي : دكتور في الحقوق
- ذ. قمرية قباب : دكتورة في القانون الخاص
- د. خالد هيدان : دكتور في القانون الخاص
- د. يوسف كييطي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. حيدا عز الدين : دكتور في القانون الخاص
- د. معاذ الخيار : دكتور في القانون الخاص
- ذ. محمد أويالاك : محام بهيئة الرباط
- ذ. نبيل سدري : دكتور في القانون الخاص
- د. بيشا حسان : دكتور في القانون الخاص
- ذ. مريم زان : دكتورة في القانون العام
- د. هودي لمخايل : دكتورة في القانون الخاص
- د. معاذ الخيار : دكتور في القانون العام
- د. فضيل ناصري : دكتور في البلاغة و تحليل الخطاب
- د. عبد المغيث الحاكمي : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد الله شني : دكتور في القانون الخاص
- د. فردوس القاسمي : دكتورة في القانون الخاص
- د. يوسف ايت اعمر : دكتور في القانون الخاص
- د. زكرياء بليلاچ : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية
- د. محمد الادريسيس حسني : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد العزيز الهلالي : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية
- د. محمد عبد الجليل الشيخ القاضي : دكتور في الحقوق -
رئيس مركز نواكشوط للدراسات القانونية و الإجتماعية
- د. محمد يحظيه ولد البكاي : دكتور في الحقوق -
ممثل المجلة في موريتانيا
- د. الريكاظ لحسن : دكتور في القانون الخاص
- د. كوثر الرفاعي : دكتورة في القانون الخاص
- د. فاطمة امراج : دكتورة في القانون العام و العلوم السياسية



28	الابتكار في البحث العلمي المدعوم بالذكاء الاصطناعي الوكيل الاتجاهات والتطبيقات والتحديات الناشئة الدكتورة: خلود محمد النجاوي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
46	الحق في الخصوصية الرقمية وأثر انتهاكه في قيام المسؤولية المدنية والجزائية في التشريع العماني الدكتور: نزار حمدي قشطة رئيس قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان) المحامي: إبراهيم بن خلفان السليمي محام وباحث في القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان)
68	التضليل السيبراني وهندسة الإدراك الرقمي: نحو إعادة بناء الحماية القانونية لنزاهة المعلومات والسيادة الإدراكية في عصر الذكاء الاصطناعي الدكتور: يونس مليح أستاذ محاضر مؤهل بجامعة مولاي إسماعيل - مكناس - كلية العلوم القانونية والسياسية بالرشيدية عضو فريق البحث في الدراسات القانونية والاجتماعية والسياسية
82	الذكاء الاصطناعي وتطبيقاته في المجال الشرطي: دراسة تحليلية في ضوء التجربة الإماراتية والممارسات الدولية الدكتور: خالد عبد الله الزعابي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - أبو ظبي
94	أثر التحول الرقمي على كفاءة اتخاذ القرار الإداري: دراسة تطبيقية على مؤسسة أطباء بلا حدود في قطاع غزة الدكتور: أحمد فرج أحمد أبو جزر أستاذ مساعد في تخصص إدارة الأعمال - جامعة فلسطين - قطاع غزة
111	حماية الأطفال من الاستخدام الرقمي الإشكالي دراسة مقارنة للسياسات التشريعية والتنظيمية والوقائية في الإمارات والمملكة المتحدة وأستراليا الباحث : علي حمود حمدان النعيمي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
130	الذكاء الاصطناعي وإشكالية المحتويات الزائفة الدكتورة: سميرة أصبان دكتورة في القانون العام والعلوم السياسية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
142	حدود حرية النشر عبر منصات التواصل الاجتماعي في مواجهة حق الطفل في الخصوصية: دراسة تحليلية مقارنة في التشريع القطري الباحث: سعود عبد العزيز البوهاشم السيد باحث متخصص في العلوم القانونية
158	الوساطة الإلكترونية في تسوية المنازعات الدكتورة: نبيلة الغشيم دكتوراه في القانون الخاص

167	إمكانات توظيف الذكاء الاصطناعي التوليدي في تصميم استراتيجيات تعلم تكيفية لتعزيز الوعي بالأمن السيبراني - دراسة تحليلية المقدم الدكتورة : بدرية علي الحوسني عضو هيئة تدريس في كلية الشرطة/ دولة الإمارات العربية المتحدة والطالب الباحث : عبدالله محمد عمر القاسمي
188	حماية المعطيات الشخصية بالمغرب في ظل تصاعد التهديدات السيبرانية: مقارنة قانونية تقنية لتحقيق التوازن بين الأمن والخصوصية الباحثة : حسناء الشقوري باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي
204	التحيز الخوارزمي في القرارات الإدارية المبنية على خوارزميات الذكاء الاصطناعي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة: مشاعل عابد الحربي طالبة ماجستير - قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
233	الحماية الجنائية للأنظمة الذكية والمعلوماتية في التشريع القطري: دراسة تحليلية الباحث: تميم ياسر عبد الله محمد البلوشي باحث متخصص في العلوم القانونية
252	الرقمنة والتواصل السياسي: الفرص والتحديات الباحث: رضوان النكادي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس الباحث يوسف الإدريسي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس تحت إشراف الأستاذ الدكتور: محمد فقيهي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، تخصص القانون الدستوري وعلم السياسة
265	قانون الضمان الاجتماعي في مواجهة التحديات الرقمية والاجتماعية الباحثة فرح الزوجال باحثة بسلك الدكتوراه القانون الخاص - مختبر القانون والمجتمع والرقمنة - جامعة عبد المالك السعدي بطنجة
279	توظيف تقنية البلوك تشين في إجراءات الترخيص التشغيلي للاستثمار الأجنبي بالمملكة العربية السعودية الدكتور : علاء الدين محمد سيد محمد أبو عقيل أستاذ القانون الإداري المشارك - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز
304	رقمنة السجل التجاري في القانون المغربي والمقارن: قراءة في الإطار القانوني ومستجدات الإصلاح الدكتور : عبد الحميد اشتوك دكتور في القانون الخاص - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادير - جامعة ابن زهر -
319	أثر الاقتصاد الرقمي في جذب الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة مقارنة بين فلسطين ومصر (2008-2024) الباحث: هشام عبد الكريم إبراهيم الكحلوت باحث دكتوراه - قسم الاقتصاد - جامعة البطانة

التحول الرقمي في مجال الشركات التجارية الباحث: أيوب بنقاسم طالب باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص جامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - مركز دراسات الدكتوراه في القانون والاقتصاد تحت إشراف الدكتور: علال فالي أستاذ التعليم العالي، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال، جامعة محمد الخامس، الرباط.	334
عيوب الإرادة في العقود الإلكترونية - بين كفاية القواعد التقليدية و متطلبات الثقة الرقمية - الباحثة : فاطمة الزهراء جبارة طالبة باحثة بسلك الدكتوراه	343
● محور قانون المال و الأعمال	
الحماية الجنائية للاستثمار الأجنبي في المملكة العربية السعودية في ضوء رؤية 2030 الأستاذ الدكتور: شاكر بن مقبل العصيمي أستاذ القانون الجنائي المشارك - عميد كلية العدالة الجنائية وعلوم الجريمة جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية - الرياض - المملكة العربية السعودية	365
رهن السندات في القانون الموريتاني دراسة تحليلية مقارنة في ضوء إصلاح الضمانات المنقولة الدكتور: العالم الحسن عالي أستاذ متعاون بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة نواكشوط	375
الآثار القانونية المترتبة على فسخ عقد التأمين الصحي وفقا للقواعد الخاصة بعقود التأمين في التشريع الأردني الدكتور: فيصل موسى الحباري أستاذ مساعد - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن الدكتور: علي محمد الزعبي أستاذ القانون المدني - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن	385
الالتزامات القانونية الناشئة عن العقود التجارية في ظل التحول الرقمي في الأردن (دراسة تطبيقية على عقود البيع الإلكتروني والخدمات الرقمية) الأستاذ الدكتور: عبد الله حميد الغوييري أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر الدكتور: أسعد خليفة سلمان بني حسن أستاذ القانون التجاري المساعد - نقابة المحامين الأردنيين الأستاذ الدكتور: عثمان النور عثمان الحاج أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر	401
دعوى المنافسة غير المشروعة كوسيلة لحماية العلامة التجارية: دراسة مقارنة الدكتور: مولاي أحمد سالم أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط - موريتانيا	419
البيانات الشخصية كعنصر في الأصل التجاري: إشكالية التوفيق بين تسليع الزبناء وحماية المعطيات الشخصية الدكتورة: إيمان التيس أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - جامعة مولاي إسماعيل - مكناس	435

آليات تحديد خصوم المرافعة من طرف جهاز السنديك الدكتور: جمال حميدا دكتور في القانون الخاص	441
مسطرة الإعفاء في قانون المنافسة المغربي والفرنسي الباحثة: غيثة الدريوش طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط تحت إشراف الأستاذة الدكتورة: بشرى النية أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط	451
آليات تحسين مناخ الأعمال بين تنزيل النموذج التنموي الجديد وقانون الإطار للإصلاح الجبائي الباحث: عبد المجيد زيان باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية المحمدية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء	461
خصوصية التنفيذ على أسهم شركات المساهمة المدرجة بالبورصة الباحث: ادوحسين المحفوظ باحث بسلك الدكتوراه - مختبر القانون والمجتمع، تكوين الدكتوراه في العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن زهر أكادير	475
فعالية الضمانات العينية المقيدة في مواجهة مساطر صعوبات المرافعة: دراسة تحليلية في ضوء التشريع المغربي الباحث: عبد العالي الزنافري طالب باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن طفيل القنيطرة	489
الوساطة بين القانون 95.17 و قانون المسطرة المدنية الدكتورة نهال اللواح أستاذة جامعية بكلية الحقوق بطنجة الكاتبة العامة للمركز المغربي للتحكيم ومنازعات الأعمال رئيسة تحرير المجلة المغربية للتحكيم العربي و الدولي	503
مسؤولية الناقل البحري في ضوء الاتفاقيات الدولية والنظام البحري التجاري السعودي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة : منار محمد الغامدي باحثة ماجستير في القانون الخاص، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز تحت إشراف الدكتورة : هادية أحمد بالخير أستاذ مشارك في القانون التجاري، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز	508
حدود سلطة المحكم في التحكيم التجاري الدولي الباحثة : عفاف صبار طالبة في سلك الدكتوراه جامعة القاضي عياض مراكش	544
أثر استراتيجيات ريادة الأعمال على التعليم الجامعي لدى الجامعات الفلسطينية في المحافظات الجنوبية الفلسطينية الباحث : مروان محمد ثابت مشتهى باحث أكاديمي-تخصص إدارة الأعمال	556

• محور قانون الأسرة وعلوم الفقه

577	حماية النسب واستقرار الأسرة من المخاطر الرقمية: دراسة موضوعية ومقاصدية معمقة لاختبارات الأنساب التجارية في ضوء مدونة الأسرة المغربية الدكتورة: سناء المتدين أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية بطنجة
588	منهج الإمام البيضاوي في ضوء القراءات القرآنية: دراسة تحليلية الباحث: بلال جبر خميس عماد محاضر أكاديمي غير متفرغ بالجامعة الإسلامية - قطاع غزة
601	منظومة القيم الصوفية ورهان النموذج التنموي المغربي: مقارنة قانونية مؤسسية الباحث: عبد الإله ذهبي طالب باحث بسلك الدكتوراه جامعة سيدي محمد بن عبد الله - ظهر المهرز - فاس - المغرب
621	فتاوى الإمام ابن باز الفقهية الواردة في كتاب مجموع فتاوى الإمام ابن باز (زكاة الفطر) الباحث: عمرو زهير محمود نوفل باحث في العلوم الشرعية والإسلامية

• محور القانون الجنائي

638	الضمانات الجنائية الإجرائية للدليل الرقمي - دراسة مقارنة الدكتور: إبراهيم عبد الصمد صالح البلوشي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - دولة الإمارات العربية المتحدة
658	المسؤولية الجنائية الدولية عن "التحريض الألي" على الإبادة الجماعية الدكتور: علي ناجي صالح الأعوج الأستاذ المشارك بقسم القانون الدولي العام - كلية الشريعة والقانون - جامعة صنعاء
714	التفتيش الجنائي على ضوء قانون المسطرة الجنائية الجديد 03.23 الدكتورة: سكينه غزاوي دكتورة في القانون الخاص أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات
727	سرقة القوى المحرزة الباحث نور الدين طارق الرجبي باحث بسلك الدكتوراه
742	المصادرة والإجراءات التحفظية في مكافحة غسل الأموال الباحث: الجازي الكبيسي كلية القانون - جامعة لوسيل - دولة قطر
757	دور مبدأ إقليمية القانون الجنائي في تحديد الاختصاص القضائي للجرائم الإلكترونية الباحث: المهدي لهبي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط

764	المحكمة الجنائية الدولية: حدود العدالة الجنائية في ظل التوازنات السياسية الدولية - دراسة تقييمية الباحثة: فلة رياض هاشم أبو الرب شعبة القانون العام والعلوم السياسية - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط
781	مدى ارتباط جريمة الفساد بغسل الأموال دراسة تحليلية على ضوء اتفاقيتي غسل الأموال ومكافحة الفساد الأستاذة الباحثة: روضة محمد علي العبد الله جامعة لوسيل - دولة قطر
795	الحماية الجنائية للبيانات الشخصية في قطر الباحث: صالح فرج صالح مبارك التركي باحث متخصص في العلوم القانونية والجنائية
808	دور النيابة العامة في جرائم الشيك الباحث: هشام حدادي باحث بسلك الدكتوراه في كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس
● محور القوانين المسطرية و الاجرائية	
825	الحماية القانونية للمتطوع في دولة الإمارات العربية المتحدة (دراسة تحليلية مقارنة في ضوء التشريع الاتحادي والتنظيم المحلي في إمارتي دبي وأبوظبي) الدكتور: عبد الله سالم محمد فاضل الحضرمي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة وزارة الداخلية - دولة الإمارات العربية المتحدة
837	مبدأ سلطان الإرادة في العقد وحدوده في ظل التدخل التشريعي - دراسة في ضوء قانون الالتزامات والعقود والنصوص ذات الصلة - الدكتور: محفوظ أحمد سيد عبد الله دكتور في القانون الخاص
853	إشكالية التضخم التشريعي وأثره على الأمن القانوني الدكتور: أمحمد الأحمد دكتور في العلوم القانونية والسياسية أستاذ زائر بجامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي
867	نظام الضمان في التشريع الجمركي بالمغرب الدكتور: عجان عزيز دكتور في القانون الخاص - تخصص العلوم الجنائية
887	الإلغاء الاستباقي للعقد كآلية لمواجهة خطر الإخلال المتوقع - دراسة مقارنة الباحثة: تمارا سعد مغامس باحثة بسلك الدكتوراه تخصص: القانون الخاص - الجامعة الإسلامية في لبنان
907	التدخل القضائي في تأويل العقد الاستهلاكي: بين أسس حماية التوازن وحدود الأمن التعاقدية. الباحثة: دعاء الشلي باحثة بسلك الدكتوراه

التسليم في العقود العينية: دراسة في المفهوم والطبيعة والوظائف في التشريع الموريتاني الدكتور : مولاي عبد الرحمن اد/ مولاي إسماعيل دكتور في القانون الخاص	919
سبب رفع دعوى إشهار إفلاس المدين في المدارس القانونية المعاصرة والشريعة الإسلامية "دراسة فقهية تطبيقية تطبيقاً على النظام القانوني السوداني" الدكتور: سامي عبد الحميد إبراهيم أحمد الأستاذ المشارك بكلية الحقوق جامعة الملك فيصل المملكة العربية السعودية وكلية الشريعة جامعة القرآن الكريم والعلوم الإسلامية-السودان.	931
• محاور قانون العقار و التعمير	
التنظيم القانوني للمعاملات العقارية ذات الطابع التجاري في المملكة العربية السعودية: نحو منظومة تشريعية مستدامة الدكتورة : زبيدة عبد الهادي اتييم كلية القانون - جامعة الأمير سلطان	959
الرهن العقاري بين الفقه المالكي والقانون الموريتاني الدكتور: محمد الأمين أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط	980
دور فقه المحافظة العقارية في تكريس ضوابط النظام العام التعاقدية الدكتور: عبد الهادي رشدي دكتور في الحقوق عضو مركز الرحامنة للأبحاث والدراسات القانونية والاجتماعية والإنسانية أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب	997
توثيق التصرفات الواردة على تقسيم العقارات: دراسة تحليلية في ضوء القانون 25.90 الباحث: الحسن أندوري باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة باحثة في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1031
القرارات السلبية للمحافظ على الأملاك العقارية في مسطرة التحفيظ العقاري: بين سلطة الإلغاء والرفض وضمانات المشروعية الباحثة: كوثر الغزال طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الأستاذة الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة محاضرة مؤهلة - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1047
تطبيقات الخبرة في منازعات العقار ورقابة القضاء عليها الباحث: سفيان شايب باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط	1065

1083	المرأة السلالية ورهان التنمية المستدامة وفق القوانين الجديدة الباحث: مصطفى بن لغريسي طالب باحث بسلك الدكتوراه - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس الدكتور: عبد العالي لعديري أستاذ باحث - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس
1094	المكانة الجديدة للمرأة السلالية بين حيف الأعراف وتدخل القانون الباحثة: إيمان فضلي طالبة باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية عين السبع - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء مختبر الهندسة متعددة التخصصات للأعمال والمهارات الناعمة والتدبير والقانون (LIASMAD) محامية بهيئة المحامين بسات
	• محور قانون الشغل و الحماية الاجتماعية
1110	اختراعات الأجراء: أية مقارنة قانونية لحماية حقوق أطراف عقد الشغل؟ الدكتورة: نادية المشيشي أستاذة باحثة في قانون الأعمال كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط
1122	كرونولوجيا الاجتهاد القضائي بشأن الطبيعة القانونية لمسطرة الفصل بسبب الخطأ الجسيم (دراسة تحليلية نقدية) الدكتور: رشيد الزعيم دكتور في القانون الخاص - جامعة محمد الخامس بالرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - سلا
1134	مفتشية الشغل بين الرقابة والوساطة في منازعات الشغل الباحثة : شيماء الجباري الحسني باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء الدكتورة: ابتسام بلحداد أستاذة التعليم العالي - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
1146	التعليم التقني والمهني وتمكين المرأة في فلسطين: دراسة حالة في الكلية الجامعية الذكية للتعليم الحديث الباحثة : آسيا القواسمي باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية الأستاذ الدكتور: توفيق السعيد أستاذ التعليم العالي - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية
1159	أثر القيادة الابتكارية على التميز المؤسسي لدى العاملين في مجمع الشفاء الطبي بقطاع غزة الباحث: رائد خميس محمود حماد متخصص في إدارة الأعمال - قطاع غزة
1180	دور الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في إرساء أسس الدولة الاجتماعية الباحث: عياد باتي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات، مختبر البحث في قانون الأعمال مفتش الشغل من الدرجة الثانية

1192	مفتش الشغل بين الرقابة والتصالح: دراسة في ازدواجية الوظيفة وآثارها على علاقات الشغل الدكتورة : وسيلة جلال دكتورة في القانون الخاص
1205	مسطرة الاستماع للأجير في ضوء التحول الرقمي الباحث: مراد البورقادي باحث في سلك الدكتوراة، مختبر الدراسات والأبحاث في القانون الخاص، الهندسة القانونية والتنمية المستدامة، كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس - متخصص في قضايا قانون الشغل وتدير العلاقات المهنية
● محور القانون الرياضي	
1215	تحولات عقود الرعاية الرياضية في ضوء الممارسة القانونية الدكتور: محمد الحليمي دكتور في الحقوق أستاذ زائر بالكلية المتعددة التخصصات بالعرائش
1231	حماية القاصر في الرياضة: بين النظرية والممارسة الدكتور: يوسف أبويعقوب دكتور في الحقوق أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان الدكتورة: أحلام عليمي أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان - منسقة ماستر المنازعات والتحول الرقمي رئيسة فريق البحث في السياسة الجنائية والأمن الأسري والعقاري بمختبر الدراسات والأبحاث القانونية والسياسية والتنمية
1241	مكافحة تعاطي المنشطات في المجال الرياضي: دراسة في مدى ملائمة التشريعات الوطنية للمقتضيات الدولية - حالة القانون رقم 06.23 الدكتور: حميد اسليماني دكتور في القانون العام والعلوم السياسية - أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
● محور القانون البيئي	
1258	قراءة في القوانين البيئية بالمغرب الدكتور: وليد حديديوي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية، جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
1269	الطاقات المتجددة والهيدروجين الأخضر: "من الأمن الطاقى إلى السيادة الطاقية" الدكتور المصطفى حيان دكتور في القانون العام والعلوم السياسية باحث في السياسات العمومية جامعة القاضي عياض، مراكش أستاذ زائر بكلية الحقوق بالمغرب
محور القانون الدولي	
1282	مدى كفاية قواعد القانون الدولي الإنساني لحماية المدنيين أثناء حرب المدن (حرب السودان 15 أبريل 2023م - نموذجاً) الدكتور موسى محمد مصباح استاذ مشارك كلية القانون، جامعة النيلين - السودان
1298	الحصانات والامتيازات الدبلوماسية للمبعوث الدبلوماسي في فقه المالكية والقانون الدولي دراسة فقهية قانونية مقارنة. الدكتور : مهدي بن عبد الكريم الصوتي باحث من جامعة القرويين كلية الشريعة-أكادير.

تطور الذكاء الاصطناعي وخروجه عن السيطرة تهديدات ومخاطر الدكتور سيف محمد سيف السويدي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي بالاشتراك مع الدكتور ممدوح خليل البحر عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي	1320
أزمة الهجرة والنزوح القسري في ظل النزاعات في غرب إفريقيا الباحثة : ليلي اليحيوي باحثة في القانون الدولي بجامعة محمد الخامس الرباط	1342
المغرب والعمق الأفريقي: الأبعاد الجيواقتصادية والأمنية لمبادرة الأطلسي ومشروع أنبوب الغاز (نيجيريا - المغرب) الباحث : إبراهيم النوحى باحث في السنة الخامسة من سلك الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالمحمدية	1359
النزاع في منطقة الأحواز (إيران) الباحثة / بدور آل خليفة طالبة في ماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة جامعة لوسيل دولة قطر بإشراف الدكتور / محمد اوريا	1373
الشرق الأوسط ما بعد الحرب الإيرانية الأمريكية: تحولات القوة وإعادة تشكيل النظام الإقليمي الباحث : بدر بتال العتيبي باحث في الشؤون الدولية والسياسات العامة حاصل على درجة الماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة	1387
● محور القانون الإداري	
هل أن أوان التحكيم الضريبي في المغرب؟ من منطق الحظر إلى إمكان بناء عدالة جبائية بديلة دراسة تحليلية في القانون المغربي على ضوء مستجدات 2026 الدكتور مصطفى الفوركي دكتور في القانون الخاص	1407
المصادر الشرعية للقضاء الإداري السعودي الدكتور فيصل بن صبر اللويش الشمري الأستاذ المساعد بقسم القانون في كلية الشريعة والقانون بجامعة حائل	1428
وقف تنفيذ القرار الإداري السلبي دراسة مقارنة المحامي الدكتور انمار هيثم نعمة الساعدي رئيس القسم القانوني كلية القانون جامعة اوروك-بغداد المحامي الدكتور رجب محمد ندا رئيس قسم القضايا بالإصلاح الزراعي محاضر القانون الإداري بكلية القانون مصر الدكتور رجائي عبدالرحمن عبدالقادر عوض أستاذ قانون المرافعات المدنية المساعد كلية القانون جامعة اوروك -بغداد	1449

1467	"التعويض غير النقدي في القضاء الإداري السعودي" الدكتور : محمد بن عبدالله بن محمد الملحم أستاذ مساعد-كلية الحقوق-جامعة الملك فيصل بالأحساء-المملكة العربية السعودية
1487	"البرامج الميزانية" كرافعة لتكريس نجاعة المالية العمومية وتعزيز المسؤولية التدبيرية الدكتور: فهد فيلالي، دكتور في القانون العام جامعة سيدي محمد بن عبد الله إطار إداري وباحث في التدبير العمومي والحكامة المالية
1508	دور الآليات الحديثة للتدبير والتسويق الترابي في ضمان تنافسية المجال الدكتور هشام عميد دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الأول- سطات
1524	سلطة التعيين في الوظائف السامية في دول المغرب العربي الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط- موريتانيا
1535	التحكيم في منازعات عقود المقاولات العمومية وحدود التحول في ضوء مستجدات قانون التحكيم المغربي الجديد رقم 95.17 الدكتور محمد علالي دكتور في القانون الاقتصادي أستاذ باحث بالمركز الجهوي لمهن التربية والتكوين لجهة سوس ماسة/أكادير
1561	العدالة الضريبية بالمغرب: بين الحق والواجب الدكتور إبراهيم بنفراج أستاذ زائر بجامعة ابن زهر
1581	المنهجية الجديدة لإعداد مشروع قانون مالية السنة بالمغرب في ضوء الكتلة الدستورية للمالية العمومية الدكتور : محمد أحتيتيش دكتور في القانون العام، جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس
1596	تطور شروط المصلحة في دعوى الإلغاء بين التوسع والتقييد القضائي: دراسة تحليلية مقارنة الدكتور عبد القادر يوسف شامخ أستاذ متعاون مع كلية العلوم القانونية والسياسية بجامعة نواكشوط
1609	الرقابة الجبائية في ظل التحول الرقمي بالمغرب الباحثة : جهان المليح طالبة باحثة بسلك الدكتوراه بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
• محور القانون الدستوري	
1626	حرية التعبير في موريتانيا، دراسة في الحماية الدستورية وواقع الممارسة الدكتور الطاهر ولد أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط
1641	أسس الملكية الدستورية في المغرب الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط

المركز الدستوري لمنظمة التحرير الفلسطينية وأثره في بنية النظام الدستوري الفلسطيني الباحثة : مرام عوض عامر نصار باحثة في سلك الدكتوراه في القانون العام بحث مستخلص من أطروحة الدكتوراه الموسومة بعنوان الإرادة الدولية في وضع الدساتير الوطنية (فلسطين نموذجاً) دراسة تحليلية وصفية	1650
من الشرعية الانتخابية إلى شرعية الانجاز في النظام الدستوري المغربي الدكتور : أنوار التازي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الثاني -الدار البيضاء	1673
• محور العلوم السياسية	
اللجان النيابية لتقصي الحقائق في الممارسة البرلمانية المغربية دراسة على ضوء تجارب وممارسات دولية مقارنة - الدكتور : محمد سكي أستاذ محاضر مؤهل بجامعة محمد الخامس، الرباط باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية، سلا	1688
الأحزاب السياسية وتكوين الكفاءات وإنتاج النخب السياسية: الوظائف، الآليات، وحدود الفعل الحزبي " دراسة حالة المغرب" الباحثة : الزهرة اباحني طالبة في سلك الدكتوراه جامعة محمد الخامس الرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية و الاجتماعية سلا	1710
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية	
Minimum Wages and Overtime Premium in Light of Saudi Labor Law and the Fair Labor Standards Act (FLSA) Dr. Osama Abdulrahman Alkhamis Assistant Professor of Civil Law, Private law Department, College of Law, King Faisal University, Alahsa, Kingdom of Saudi Arabia	1724
Relationship Between Administrative, Strategic, and Training Dimensions of Total Quality Management and Performance Evaluation in Public Healthcare Facilities in the Gaza Strip Yousef. M. A. Alghoul Department of Business Administration, College of Graduate Studies, University of Al-Butana, Sudan Human Resources Planning Department, Planning and Performance Unit, Palestinian Ministry of Health, Gaza,	1749
Russia's Palestine Discourse in the Context of the Ukraine War: Anti-Westernism or a Principled Stance? Üniversite adı: Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi Danışman: Prof.Dr. MEHMET SEYFETTİN EROL İKTİSADİ VE İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ ULUSLARARASI İLİŞKİLER Öğrenci: Adı- soyadı: OSAMA T.A. MORTAGA	1771

Pollen grains and their evidentiary value in criminal investigations. Saleem Isaaf Alazab 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. dr.alazab@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0001-0544-620X. Ali Ahmad Alzubi 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. alialzubi@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0005-6602-101X. Sabah Mousa Abd Alrhanman Al Momani 1 Associate Professor. in the Department of Law. Faculty of Law, Al- Balqa Applied University, Jordan, Sabah.momani@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0007-8849-8470. Wael Hakam Qutishat Teacher, in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan, 1 wael.qutishat@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0006-8843-5368.	1804
Concept of Ambiguity in Law and Language First Author of the study: El JAILI EL HAGMOHAMED ABDALLA OMER PhD Researcher in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan. Legal Advisor – Altameer Ltd Company – Riyadh – Kingdom of Saudi Arabia P.O. Box 10493 Riyadh 11433. E-mail : eljaili_net@yahoo.com Second Author of the study: Prof : Jodah Ibrahim MohamedElnor Rahama. Professor in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan	1815
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية "محور الإدارة الصحية"	
Mechanisms for Rationalizing Antibiotic Misuse among Patients in Primary Healthcare Centers in the Southern Governorates of Palestine Dr.Mohammed A. M. Abu Rayya Health consultant PhD Health Management	1883
The Impact of The Crises Challenges on The Performance of Healthcare Providers At AL- Shifa Medical Complex- Gaza Strip Dr.Wael Abdel Majeed Abdel Kareem Okasha - MOH - Gaza - PhD in Health Management	1909
محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية	
La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application Dr. Samir ABAKIL Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat	1935
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT DES AFFAIRES AU MAROC : OPPORTUNITÉS, RISQUES JURIDIQUES ET PERSPECTIVES DE RÉGULATION Pr. Lamyae SAHRANE Maître de conférences habilitée à la FSJES de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Doctorante-chercheuse Nour El Houda KERMICHE Doctorante à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Université Hassan II Casablanca - MAROC	1949
Le financement participatif : Apports et risques DR . Mohamed KELLATI Enseignant chercheur, FSJP, UCD, El-Jadida	1964



La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire Youssef Latrach Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès	1973
La sauvegarde des entreprises en difficulté en droit marocain : fondements, mécanismes et limites Dr. Chaimaa MAROUFI Docteure en droit privé	1989
L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS LE DROIT DE SPORT : APPROCHE JURIDIQUE EN DROIT MAROCAIN Dr. Badre FASSI FIHRI Docteur en droit - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès	1999
La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine Dr. Brahim NAITOUGARZ Docteur et chercheur en droit international et relations internationales	2007
Le consentement résiduel. Stratification de l'adhésion organisationnelle et défaisance non simultanée Dr. Salma KADIRI ALAOUI Docteure en sociologie des organisations Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc	2021
La protection de l'assuré contre les clauses abusives : étude comparée des droits marocain et français Dr. Siham LAKBOUCHI Docteure en droit privé - Université Hassan II, Casablanca - MAROC Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Aïn Chock	2032
La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain Dr. Asseya ABLI Docteure en droit	2041
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès Encadrée par M. Abdellah MARGHICH professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté	2058
Le consommateur entre adhésion et négociation dans les contrats de consommation électroniques El Alaoui Mohammed Doctorant Université Moulay Ismaïl (UMI) - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès Laboratoire : Droit et Développement Professeur encadrant : Pr. El Bakkay EL MAAZOUZ	2069
L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain EHIRI NAAMA Faculté des sciences de l'éducation - Rabat Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat	2079

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires Abir OMRI Doctorante-chercheuse Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât Pr. Soumaya AKKOUR Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât	2094
La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé ELAMIM Abdelouahed Doctorant-chercheur Doctorant en droit public - FSJES Ain Chock, Casablanca	2112
L'adaptation du droit marocain de la concurrence face aux géants du numérique : entre impératifs d'innovation, compétitivité et souveraineté économique. AZEDDINE TANOUCHE Doctorant chercheur en droit privé Laboratoire : Essor, Droit, philosophie et société Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès	2126
La loi n° 58.25 relative à la procédure civile Lecture des principales nouveautés et enjeux de mise en œuvre EL BAIR Ali Doctorant-chercheur Université Hassan 1er de Settât - Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settât Laboratoire de Droit des Affaires	2135
L'équivalence fonctionnelle comme grille de contrôle de l'audience à distance La décision n° 255/25 de la Cour constitutionnelle marocaine et la loi n° 58.25 portant code de procédure civile Doctorant-chercheur MEHDI Nordin Doctorant en droit privé Faculté des sciences juridiques et politiques de Tanger - Université Abdelmalek Essaâdi Thèse préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Soufiane MASRAR Adresse de correspondance : maitre.nordinmehdi@gmail.com	2145
La profession libérale d'avocat et le droit de la concurrence Doctorant-chercheur Mohammed Faouzi CHERRAQI Doctorant en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia Pr. Ahmed ALLALI Maître de conférences habilité en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia	2170

كلمة افتتاحية للاصدار رقم 66 من مجلة القانون والأعمال الدولية

بسم الله الرحمن الرحيم

العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية

يصدر العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية في لحظة تتسارع فيها وتيرة الإصلاح التشريعي، وتتبدل فيها أدوات العمل القانوني ومناهج البحث فيه. فما كان بالأمس موضوعا لاجتهاد فقهي محدود صار اليوم مادة لنصوص قانونية مستحدثة، وما كان يعد من قبيل الافتراض التقني أصبح واقعا تفرضه الممارسة على القاضي والمحامي والباحث على حد سواء. وفي هذا السياق تتحدد وظيفة المجلة العلمية: لا أن تواكب التحول وحده، بل أن تقيسه بميزان القاعدة القانونية، وتكشف ما فيه من مكاسب وما يعتريه من نقص.

وقد حرصت هيئة التحرير، في هذا العدد، على أن يكون البناء المعرفي للمجلة متوازنا في محاوره، متعدد المشارب في مواده. فقد توزعت الدراسات المنشورة بين القانون الخاص بفروعه، والقانون العام والعلوم السياسية، والقانون الجنائي، وقانون الأعمال، وقانون الشغل والحماية الاجتماعية، والقانون العقاري، والمساطر القانونية والقضائية، والقانون البيئي، والقانون الرياضي، إلى جانب الدراسات الشرعية وما يتصل بها من قضايا الأسرة والفقه، ومحور خاص بأثر الرقمنة والذكاء الاصطناعي في المنظومة القانونية، ومحور مستقل للدراسات المحررة باللغة الفرنسية.

وليس في هذا التنوع تشتيت، وإنما هو انعكاس لواقع القانون ذاته؛ إذ لم تعد الفروع القانونية جزرا معزولة، بل صارت الظاهرة الواحدة تستدعي أكثر من فرع وأكثر من منهج. ولذلك آثرنا في تقديم هذا العدد الإشارة العامة إلى محاوره دون الخوض في تفصيل كل دراسة على حدة، تاركين للقارئ أن يبني حكمه من النصوص نفسها.

ومن دواعي اعتزاز المجلة أن مواد هذا العدد وردت من باحثات وباحثين ينتمون إلى مؤسسات جامعية ومهنية متعددة داخل المغرب وخارجه، وأن بينهم أساتذة التعليم العالي وحاملي الدكتوراه والباحثين بسلك الدكتوراه وممارسي المهن القانونية. وهذا التعدد في المراتب والمشارب هو ما يمنح المجلة صفتها العلمية، ويجعلها فضاء للحوار بين النظرية والممارسة، لا منبرا لطرف دون آخر.

وقد خضعت جميع الدراسات المنشورة لمسطرة التحكيم العلمي المعتمدة بالمجلة، والتزمت هيئة التحرير في مراجعتها بمعايير الصياغة والتوثيق المقررة، مع الحفاظ على استقلالية كل باحث في آرائه واجتهاداته. فما يرد في هذه الدراسات من مواقف يلزم أصحابها وحدهم، ولا يعبر بالضرورة عن رأي المجلة.

وإننا إذ نضع هذا العدد بين يدي القارئ، نتقدم بالشكر إلى الباحثات والباحثين الذين أثروه بأعمالهم، وإلى السادة المحكمين على ما بذلوه من جهد في التقويم والتوجيه، وإلى كل من أسهم في إخراج هذا العمل إلى النور. ونجدد الدعوة إلى المشتغلين بالبحث القانوني للمساهمة في الأعداد المقبلة، بما يعزز رصيد المجلة ويخدم البحث العلمي في مجال القانون والأعمال. وبالله التوفيق.

والله ولي التوفيق

إدارة مجلة القانون والأعمال الدولية



كعادتها، تواصل مجلة القانون والأعمال الدولية ريادتها للمجلات القانونية العربية، وقد شهد الإصدار الأخير منها الموافقة على نشر 130 بحثًا بمشاركة 160 مشاركًا ما بين أستاذ جامعي ودكتور وباحث وممارس من 16 جنسية مختلفة.



هذه العسارة ناتجة بعد تحكيم أكثر من 360 بحثًا من طرف المحكمين المنضوين تحت لواء المجلة ومن مختلف الجنسيات، لأجل الوصول إلى أجود الأبحاث التي تستحق النشر.



إصدار شهر أكتوبر 2026

يعتبر الإصدار رقم 66 لمجلة القانون والأعمال الدولية من أجود الأعمال القانونية المحكمة، وقد شمل هذا الإصدار أبحاثًا من مختلف مشارب القانون موزعة على 16 محورًا.



إحصائيات العدد 66

شمل الإصدار رقم 66 (130 بحثًا)



8

باللغة الإنجليزية



19

باللغة الفرنسية



103

باللغة العربية

الجنسيات المشاركة في هذا الإصدار

 السودان 5	 قطر 7	 الأردن 8	 موريتانيا 8	 السعودية 9	 الإمارات 9	 فلسطين 13	 المغرب 89
 ساحل العاج 1	 تركيا 1	 مصر 1	 البحرين 1	 اليمن 1	 العراق 2	 سلطنة عمان 2	 لبنان 3

عدد الأبحاث	محاور الإصدار رقم 66
20	محور الرقمنة والذكاء الاصطناعي
15	محور قانون المال والأعمال
4	محور قانون الأسرة وعلوم الفقه
10	محور القانون الجنائي
8	محور المساطر الإجرائية
8	محور العقار والتعمير
8	محور قانون الشغل والحماية الاجتماعية
3	محور القانون الرياضي
2	محور القانون البيئي
7	محور القانون الدولي
12	محور القانون الإداري
4	محور القانون الدستوري
2	محور العلوم السياسية
6	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية
2	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية: الإدارة الصحية
19	محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية
130 بحثًا	المجموع